

REPUBLIQUE GABONNAISE

Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)

Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA

Mission de supervision

du 25 septembre au 05 octobre 2012

RAPPORT

Dates de la mission: 25 septembre – 05 octobre 2012
Date du document: Octobre 2012
No. du Projet: 1313
No. du rapport: **3008-GA**

Division Afrique Centrale et de l'Ouest
Département de la gestion des programmes

Sommaire

A.	Introduction	3
B.	Evaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR de Juin à Septembre 2012.	4
C.	Produits et réalisations (<i>Juin 2012 – Septembre 2012</i>)	5
	Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché.	5
	Composante B : Renforcement des capacités des différents acteurs.....	13
	Composante C: Coordination, suivi-évaluation du projet	14
D.	Avancement de l'exécution du projet	15
E.	Aspects fiduciaires	17
F.	Durabilité et impact.....	22
G.	Autres aspects	23
H.	Conclusion	23
	Appendice 1- Résumé de l'état d'avancement du projet et notes	25
	Appendice 2- Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus.....	28
	Appendice 3- Suivi des recommandations de la mission de revue à mi-parcours du PDAR au 25 septembre 2012.	33
	Appendice 4- Données d'analyses Financières	48
	Appendice 5- Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement.....	63
	Appendice 6- Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI.....	65
	Appendice 7- Cadre logique du projet	69

Rapport

A. Introduction

1. La République du Gabon et le Fonds International de Développement agricole (FIDA) ont, pour la mise en œuvre du Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR), signé en date du 26 octobre 2007, un Accord de Prêt N° 722-GA et de Don N° 970-GA respectivement de 3 800 000 DTS et 190 000 DTS pour une durée de 6 ans. Le PDAR est donc dans sa 5^{ème} année de mise en œuvre, avec une date d'achèvement au 31 mars 2014.
2. L'objectif stratégique du PDAR est de réduire la pauvreté en milieu rural par la diversification et l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie, en facilitant l'accès des groupes cibles aux filières agricoles qui bénéficient de marchés porteurs dans sa zone d'intervention. Ses objectifs spécifiques sont : (i) le développement de filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles du projet, (ii) le renforcement des capacités des différents acteurs du projet et, (iii) la Coordination, le Suivi et l'évaluation du projet.
3. Conformément aux dispositions de l'accord de financement, l'administration du prêt et la supervision du projet sont assurées par le FIDA. Depuis son lancement, le FIDA a réalisé quatre missions de supervision et une mission multidisciplinaire de revue à mi-parcours. La présente mission de supervision du FIDA¹ a pour objectifs de mener une revue (i) de l'exécution technique, administrative et financière du projet au titre de 2012 par rapport aux prévisions ; et (ii) de l'exécution des mesures convenues avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural lors de la dernière mission de revue à mi-parcours qui s'est déroulée en mai 2012 afin de remédier au faible niveau d'exécution du projet et aux risques inhérents à la gestion administrative et financière du PDAR. Cette mission vise également à confirmer avec les autorités Gabonaises l'opportunité de soumettre au Conseil d'Administration du FIDA une requête de fonds additionnels à travers le PDAR.
4. A Oyem, la mission a rencontré les autorités de la province du Woleu Ntem: le Chef de Province Agricole du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural (MAEPDR) M. Ngounga pambou, et le Secrétaire Général de la Province du Woleu Ntem M. Pambo Moussoungou Philibert. La mission a rencontré et tenu des séances de travail avec l'équipe du projet. Au terme de cette étape, la mission a partagé ses résultats avec la partie gabonaise au cours d'une séance de travail le 01 octobre 2012 au siège du PDAR à Oyem.
5. A Libreville, la mission tenue une séance de travail avec la Directrice Nationale des projets FIDA, Mme Mbeng Yollande. Au terme de la mission, une réunion de synthèse présidée par le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural, M. Julien Nkoghe Bekale à laquelle a assisté le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Mme. Celestine Oguewa-Bâ, s'est tenue à Libreville le jeudi 4 octobre 2012. Les résultats de la mission partagés avec la partie gabonaise sont ci-après présentés. La mission remercie les autorités gabonaises, l'équipe du projet ainsi que les personnes rencontrées pour leur disponibilité.

¹ La mission était conduite au niveau du FIDA par Nadine Gbossa, Chargée de Portefeuille, et comprenait Valentine Achanchou, Chargé de Programme Pays, FIDA ; et Godefroy Ahlonsou, Spécialiste en gestion administrative et financière. Les représentants du Gouvernement du Gabon, responsables du Suivi du Projet, ont pris part à la mission: Mme Mbeng Yollande, Directrice Nationale des Projets FIDA, M. Moubamba Hilaire cadre à la Direction nationale des projets FIDA.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR de Juin à Septembre 2012.

6. Dans l'ensemble, la mission a constaté que le PDAR enregistre au 25 septembre 2012, un niveau de décaissement faible du prêt FIDA de USD 2,42 millions correspondant à un taux de décaissement de 41,47%. Le don FIDA de USD 240 000, mobilisé au début de chaque année pour le financement du suivi-évaluation, est décaissé à hauteur de 43,41% soit UDS 127 378. Ce faible taux de décaissement est la conséquence du faible niveau de réalisation des activités de développement du PDAR, mettant en exerce la faible capacité de l'UGP à mettre en œuvre une programmation des activités et des modalités d'exécution susceptibles de permettre l'atteinte des résultats attendus du projet et son un impact au niveau des bénéficiaires.

7. En ce qui concerne les fonds de contrepartie du Gabon, l'UGP indique que la contribution de l'Etat Gabonais à date s'élève à FCFA 997 millions (USD 1,99 millions), correspondant à 91,8% de son engagement au financement du PDAR, ce qui est satisfaisant. Toutefois la mission note que la contribution au titre de l'exercice 2012 de FCFA 260 millions (USD 0,51 millions) n'a pas encore été versée au Projet.

8. **Dans le domaine de la promotion des filières agricole**, la mission note que le PDAR a obtenu des résultats encourageant dans la production du matériel végétal à travers la mise en œuvre de la technique de Plants Issue de Fragment végétaux (PIF) pour la multiplication rapide des plants de bananier plantain et, la mise en place de parcs à bois pour l'approvisionnement des producteurs en boutures de manioc. Toutefois en l'absence d'un réseau dynamique de paysans semenciers, l'action du projet reste limitée compte tenu de la forte demande en plants et ne permettra pas à terme d'assurer la pérennisation de cette activité par les acteurs de la filière eux-mêmes.

9. **En matière d'appui aux microprojets des groupements de producteurs**, les résultats du PDAR restent limités en termes de superficie emblavées par les producteurs et d'envergure des investissements, reflétant le faible taux de décaissement des fonds relatifs au financement des microprojets, soit 10,9%. En effet, le PDAR n'a pas encore mis en place comme recommandé lors de la revue à mi-parcours, une approche intégrée d'appui aux filières prenant en compte à la fois le financement des investissements de production, de post-récolte et de commercialisation.

10. **En ce qui concerne la transformation, la commercialisation et la mise en place de micro-entreprises rurale**, l'UGP est encore au stade de la préparation des termes de référence pour la mobilisation des expertises devant mener les études requises pour la définition des méthodologies, des contenus techniques et l'élaboration des programmes de travaux pour ces activités.

11. **S'agissant du Renforcement des capacités**, le niveau d'exécution des activités de renforcement des capacités des producteurs et des capacités institutionnelles reste très préoccupant, notamment : (i) la mise en place d'un centre d'appui rural avec pour objectif de faciliter la mise en relation des producteurs avec des services d'appui compétents pour répondre à leurs besoins n'a pas démarré; (ii) les activités d'appui à l'émergence d'opérateurs d'appui-conseil se sont limités jusque-là des sessions de formations au profit des TAC (approche participative, animation rurale et développement organisationnel); et (iii) l'appui aux agents du service statistique provincial agricole n'a pas démarré. En somme les recommandations de la mission de revue à mi-parcours ne sont pas encore exécutées.

12. **Gestion financière et comptable.** En novembre 2010, le Bureau des Audits du FIDA a notifié au Ministère en charge de l'Agriculture et au Représentant de l'Emprunteur que les risques inhérents à la gestion financière et comptable du PDAR sont classés en «rouge» avec les principaux constats suivants :

Rapport

(i) les réalisations du PDAR qui restent très faibles ; (ii) les réserves des auditeurs sur les états financiers, la gestion du compte spécial du PDAR, et l'utilisation du compte de contrepartie pour des décaissements dépassant le montant budgétisé pour l'année, et des dépenses inéligibles ; (iii) la non-application des procédures de passation de marchés; (iv) la faiblesse du système de contrôle interne; (v) et la non-fonctionnalité du logiciel de suivi et exécution budgétaire .

13. A la suite de la mission de revue à mi-parcours, les autorités Gabonaises ont procédé au licenciement du Responsable administratif et Financiers et du Superviseur de la Composante Renforcement des Capacités dont les performances n'étaient pas satisfaisantes. La mission de supervision a constaté avec satisfaction que pendant la période sous revue, le PDAR a mobilisé des expertises internationales en gestion financière et en passation des marchés pour l'accompagner dans l'assainissement de sa gestion financière. De manière générale, la mission note que l'organisation du SAF s'est améliorée : ségrégation des tâches, livres comptables mis à jour jusqu'en mai 2012, logiciel comptable du projet paramétré, édition automatiquement des états financiers (bilan, TER, suivi budgétaire) conformes au format du FIDA et permettant de produire pour la première fois après 4 ans de mise en œuvre une première DRF dans le système. La mission de supervision recommande à l'UGP de poursuivre et accélérer les travaux de mise à jour de la comptabilité en cours, pour la justification du compte spécial et son réapprovisionnement.

Dans le domaine du suivi-évaluation, la mission note que le système en place permet à date de fournir les informations sur l'état récapitulatif des niveaux de réalisation des activités principales par composante. Toutefois, les données présentées sont fragmentées et ne permettent pas de rendre compte des résultats de développement du projet. La mission de supervision réitère les recommandations de la mission de revue à mi-parcours demandant au PDAR de mobiliser la Direction Nationale des statistiques ou tout autre organisme compétent pour réaliser une étude d'évaluation de la situation de ses principaux indicateurs de développement.

14. Le Rapport ci-dessous présente une revue détaillée par composante de l'exécution du PDAR, et des principales recommandations de la mission pour assurer une exécution technique du PDAR à la hauteur des résultats de développement poursuivis, et assurer une gestion administrative et financière conformes aux standards de gestion et de concurrence.

C. Produits et réalisations (Juin 2012 – Septembre 2012)

15. Le rapport présente ci-dessous une revue des réalisations physiques et des résultats obtenus par le PDAR par composante au cours de la période considérée ainsi que la situation à date pour l'exercice 2012.

Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché.

16. Les activités de promotion agricole menées sous le PDAR visent trois filières cibles au niveau de la province du Woleu Ntem, le manioc, la banane, et l'arachide, en vue de l'amélioration de l'accès aux intrants, la promotion de techniques culturales améliorées, la transformation et l'organisation de la vente des produits agricoles dans des conditions profitables aux populations pauvres de la zone. À cette fin, les activités s'articulent autour de trois sous- composantes: (i) les programmes régionaux d'appui à la production des filières; (ii) l'appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières); et (iii) l'appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles. Pour la mise en œuvre de la composante, il est prévu l'appui d'expertises internationales et nationales.

Rapport

Sous-Composante : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

Production du matériel végétal.

17. Le PTBA 2012 prévoit la mise en place de 11 ha de parcs à bois villageois de manioc ; la distribution de 1.150.000 boutures de manioc prélevées dans les anciens parcs à bois ; le recrutement d'un prestataire en vue de la mise en place de collection provinciales du manioc ; la mise en place de 2 ha de champ semencier d'arachide dans le département de l'Okano et la production de 30 000 plants de bananiers.

18. La mission de revue à mi-parcours de mai 2012 avait relevé que le projet avait atteint des résultats mesurables dans le domaine de la production du matériel végétal grâce l'adoption d'une stratégie efficace de production de matériel végétal basée sur la formation et l'accompagnement des producteurs semenciers (technique de Plants Issus de Fragments végétaux (PIF), champs école paysan). Cependant, s'agissant de l'arachide, les résultats étaient limités, faute de capacité de production de semences au niveau des structures nationales de recherche.

19. Le rapport d'activité du superviseur des filières indique résultats suivant pour l'année 2012 :

État d'exécution des activités de production du matériel végétal

Activités concernées	Unité	Cible PTBA 2012	Réalisations	%
Mise en place des Parcs à bois villageois	Ha	11	9	82%
Production et distribution des boutures améliorées de manioc	Nbre	1.150.000	506.000	44%
Mise en place des germeoirs	Nbre	15	15	100%
Production et distribution des plants bananiers issus des germeoirs	Nbre	30 000	14.000	46,66%
Mise en place des champs semenciers d'arachide	Ha	2	1	50%
Production des semences d'arachide	Tonnes	1,6	0	0%

20. La mission de supervision relève que la distribution des boutures de manioc, des plants de bananier issus des germeoirs et la mise en place des champs semenciers d'arachide au titre de l'année 2012 qui enregistre des taux de réalisation à date de 44%, 46% et 50% respectivement accusent du retard. L'UGP indique à ce sujet que les nouveaux microprojets ont été validés au mois d'août et la distribution du matériel végétal aux groupements de producteurs est en cours.

Rapport

21. La mission de supervision note avec satisfaction que les activités suivantes ont été menées :
- (i) Tous les Techniciens d'Appui Conseil (TAC) ont été formés à la technique PIF de multiplication rapide de bananier plantain ;
 - (ii) L'UGP a pris contact avec l'Institut de Recherche Agronomique pour le Développement (IRAD) Cameroun et a obtenu un accord de principe pour un partenariat visant à démarrer au mois de décembre 2012, la production de semences certifiées d'arachides par l'IRAD vue d'approvisionner le PDAR durant la première campagne agricole de 2013. L'UGP devra communiquer à cet effet ses besoins à l'IRAD au plus tard fin novembre 2012 et signer l'accord de partenariat sur cette base.
22. Les activités suivant accusent du retard sur : (i) le recrutement d'un organisme spécialisé dans l'encadrement des producteurs pour l'élaboration d'une stratégie de mise en place d'un réseau de paysans semenciers et l'élaboration d'un plan de formation est encore au stade de sélection ; (ii) la collaborations avec la FAO pour l'introduction des champs école paysan n'a encore été formalisée - l'UGP envisage de confier cette activité au CIAM qui met en œuvre un Projet TCP-Manioc portant sur la formation des facilitateurs endogènes et exogènes des champs école paysan dans la Province de l'Estuaire sur cofinancement de la FAO et l'Etat Gabonais et, (ii) le renouvellement du partenariat avec l'IRAF pour l'encadrement technique des TAC et des paysans semenciers n'est pas réalisé à date. La mission attire l'attention du PDAR sur l'importance de ces partenariats dans sa stratégie d'expansion et la nécessité de les formaliser d'ici la fin novembre 2012 afin de prendre en compte les activités retenues dans le PTBA 2013.
23. **Atelier pilote de transformation.** Le PDAR prévoyait de démarrer cette activité en 2012 avec le recrutement et le déploiement d'un prestataire à cet effet. L'UGP indique que les démarches engagées avec l'IGAD pour la définition des modalités de mise en œuvre de cette activité n'ont pas été satisfaisantes. Aussi, à l'issue d'un voyage d'étude au Centre d'Incubation Pilote (CIP) géré par la chambre de Commerce de Douala au Cameroun, l'UGP se propose de mobiliser cette structure pour l'élaboration de l'étude de faisabilité et la préparation des contenus des formations au profit des jeunes encadrés par le projet sur la transformation du manioc. L'UGP a également suscité l'intérêt de la chambre de commerce du Gabon qui voudrait s'impliquer dans la mise en œuvre du Centre pilote en qualité de gestionnaire. Un voyage d'étude des responsable de la chambre de commerce du Gabon est prévu à Douala pour développer ce partenariat. L'UGP prévoit la finalisation des contrats de collaboration au mois d'octobre et l'élaboration de l'étude de faisabilité/plan d'affaire de l'atelier pilote au mois de décembre 2012.

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
1. Porter une attention particulière à la production des boutures de manioc et des plants de bananier issus des germoirs en vue de l'approvisionnement des producteurs engagés dans les microprojets ;	Superviseur filières	Immédiat
2. Finaliser l'évaluation des besoins en matière de semences d'arachide et procéder à la signature du contrat de collaboration avec l'IRAD Cameroun afin d'assurer l'approvisionnement des bénéficiaires des microprojets de production en semences certifiées d'arachide dès le démarrage de la première campagne agricole 2013.	Superviseur filières	immédiat
3. Finaliser le recrutement de l'organisme spécialisé dans l'encadrement des producteurs afin d'assurer l'élaboration de la stratégie de mise en	Superviseur filières	immédiat.

REPUBLIQUE DU GABON
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Mission de supervision du 26 septembre au 05 octobre 2012

Rapport

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
place d'un réseau de paysans semenciers et le plan de formation		
4. Préparer le cahier des charge et finaliser les contrats de collaboration avec : (a) la chambre de Commerce de Douala au Cameroun, pour l'élaboration de l'étude de faisabilité, le plan d'affaire de l'atelier pilote de transformation et les modules de formations des jeunes encadrés par le projet sur la transformation du manioc afin de permettre le démarrage de la mise en place effective du Centre au 1 ^{er} trimestre 2013 et, (b) la Chambre de commerce du Gabon sur la gestion du centre - Le cahier de charge de cette dernière devant être précisé sur la base du plan d'affaire de l'atelier pilote.	Superviseur filières	immédiat
5. formaliser les modalités de collaborations avec la FAO pour l'introduction des champs école paysan ;	Superviseur filières	31 mars 2013
6. formaliser la poursuite du partenariat avec l'IRAF pour l'encadrement technique des TAC et des paysans semenciers.	Superviseur filières	31 mars 2013

24. **Formations spécifiques.** Il est prévu d'organiser en 2012 : (i) une session de formation sur la technique de multiplication de manioc à l'intention des paysans semenciers dans le département du Haut Komo ; (ii) une session de formation en technique de multiplication des plants de bananiers en plein champ au profit de 70 agriculteurs ; (iii) 15 sessions de formation des paysans semenciers en technique de PIF au profit d'environ 300 paysans semenciers et (iv) 2 sessions de formation en technique de multiplication de l'arachide. Le rapport d'activité du PDAR indique les niveaux de réalisation suivants :

État d'exécution des formations spécifiques

Activités concernées	Unité	Cible PTBA 2012	Réalisations	%
Formation sur la technique de multiplication de manioc et la reconnaissance des maladies	Session	1	1	100%
Formation en technique de multiplication et sélection des bananiers	Session	1	0	0%
Formation en technique de multiplication des plants de bananiers par PIF	session	15	18	120%
Formation en technique de multiplication et de transformation de l'arachide	Session	2	0	0%

Rapport

25. La mission constate que les formations en technique de multiplication / sélection des bananiers en plein champ et les formations en technique de multiplication et de transformation de l'arachide n'ont pas été réalisées. L'UGP indique que le Centre Africain de Recherche sur la Bananier Plantain basé au Cameroun a été mobilisé pour réaliser les formations sur le plantain à partir du 15 octobre 2012.

26. En ce qui concerne les formations en technique de multiplication d'arachide, l'UGP est encore au stade de recrutement du Consultant National et se propose de réaliser ces formations d'ici la fin octobre 2012. La mission note que conformément aux constats de la revue à mi-parcours, il n'est pas pertinent d'engager la réalisation des formations prévues avant l'obtention des semences certifiées qui garantiront la qualité des résultats (taux de germination et rendements).

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
7. Adopter une programmation des formations en technique de multiplication d'arachide basée sur la disponibilité des semences certifiées à fournir par l'IRAD de manière à assurer l'impact attendu de la formation. A cet effet, sur la base de la programmation en cours, l'UGP pourrait organiser deux sessions de formation : une session de formation basée sur les semences locales pour les producteurs ayant déjà engagée la préparation des sols et qui utilisent traditionnellement ce type de semence et, une session formation avec les semences améliorées dès leur livraison par l'IRAD.	Superviseur filière	Immédiat

Appui aux microprojets de filières

27. Les activités prévues dans le cadre du PTBA 2012 portent sur :
- l'organisation d'un atelier de réflexion regroupant les principaux intervenants (UGP, TAC et bénéficiaires) pour identifier les contraintes dans la mise en œuvre des activités du projet, et formuler les recommandations dans le cadre de la préparation de la mission de revue à mi-parcours ;
 - l'organisation d'un voyage d'étude des superviseurs des composantes dans un pays disposant une expérience avérée dans les micro-entreprises ;
 - Le financement de 125 microprojets de filières répartis comme suit : 35 en manioc de 4 ha chacun (soit 140 ha) ; 60 en banane de 4 ha chacun (240 ha) ; 10 en arachide/manioc de 2 ha chacun (20 ha) ; 16 en transformation de manioc et 4 en prestation de service (achat des tronçonneuses et du petit équipement agricole).
 - la mobilisation des encadreurs supplémentaires auprès de l'IRAF et du CIAM pour appuyer la mise en place des microprojets de production de manioc, de banane et d'arachide ;

28. La mission de revue à mi-parcours avait relevé : (i) le faible taux de décaissement des fonds relatifs au financement des microprojets dû au fait que l'exécution du projet est ciblée uniquement sur les activités de production agricole au niveau des parcelles et n'intègre pas dans une approche intégrée de la filière, le financement des investissements de production, de post-récolte et de commercialisation, ainsi que l'apprentissage de la négociation commerciale ; (ii) la faible capacité des groupements de producteur à emblaver les superficies moyennes requises, soit 4 ha, dû principalement à la faiblesse du mouvement associatif ; (iii) au manque de main d'œuvre locale et à l'absence de prestataires pour exécuter les travaux d'aménagement des sites de production et, (iv) au recrutement tardif des Techniciens d'Appui Conseil responsables de l'encadrement des producteurs pour le développement de microprojets.

Sur la base du rapport d'activité de l'UGP, la mission de supervision note que : (i) la mise en place de

Rapport

microprojet de manioc a pris du retard par rapport à la cible 2012 (taux de réalisation 55,35%) ; (ii) les activités relatives à la mise en place des microprojets de transformation et les microprojets de prestation de service permettant de prendre en compte les autres besoins des groupements dans une approche filière sont encore au stade préparatoire ; (iii) le projet a pu acheter 2 moulins de transformation de manioc et a engagé la construction de 2 hangars dans les départements du Woleu et du Ntem pour abriter ces équipements.

29. La situation de l'exécution des microprojets se présente comme suit :

État d'exécution des Microprojets de filières

Activités	Unité	Cible PTBA 2012	Réalisations	Taux d'exécution
Microprojets de production de manioc, de banane et d'arachide	Nbre	105	193	184%
Plantation en manioc	Ha	140	77,5	55,35%
Plantations en banane	Ha	240	227	95%
Plantations en arachide	Ha	20	14	70%
Microprojets de transformation de manioc (achat moulins à manioc et construction hangars)	Nbre	16	0	0%
Microprojets de prestations de service (achat tronçonneuses et tarières)	Nbre	4	0	0%
Groupements bénéficiaires des microprojets	Nbre	125	189	151,2%

30. En ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations de la mission de revue à mi-parcours, la mission de supervision note avec satisfaction que : (i) 53 microprojets sur les 95 approuvés par la 6^{ème} CTAMF du 14 août 2012 sont présentés par les groupements de producteurs de type familial constitué d'au moins 5 personnes ; (ii) Les superviseurs des composantes ont élaboré un chronogramme trimestriel d'activités de juillet à septembre 2012 et évalué les coûts des activités retenues en concertation avec le SAF de manière à permettre à ce dernier de préparer un plan de trésorerie assurant la disponibilité des financements et la passation de marchés dans les délais requis ; (iii) Une cartographie de 11 zones de concentration de microprojets de filière a été établie par le projet , aboutissant à date, avec l'appui des TAC à la création d'une masse critique d'un minimum de 6 à 8 microprojets sur la même filière et par zone dans un rayon de 10 km. Ceci devrait contribuer à mettre en place à un coût efficient des appuis à la transformation et à la commercialisation.

31. Concernant particulièrement le financement des équipements de production, des investissements et des formations relatifs aux activités de post-récolte et de commercialisation, la mission relève que l'UGP a engagé le processus de recrutement d'un consultant international pour mettre à jour la typologie et le budget de microprojet, en vue de prendre en compte le financement de ces activités. Le plan d'action de l'UGP prévoit la finalisation des études préparatoire suivi de la réalisation des campagnes d'information et de sensibilisation des bénéficiaires en novembre 2012 pour permettre d'intégrer en décembre 2012, les besoins exprimés par les groupements bénéficiaires dans le PTBA 2013.

Rapport

32. S'agissant de l'appui à la création des micro-entreprises rurales prestataires de services au profit des jeunes, l'UGP a lancé un avis pour le recrutement d'un Cabinet/Bureau international pour la réalisation des activités préliminaires à savoir : (i) la réalisation d'une étude de marché pour les services agricoles ; (ii) l'identification des besoins d'appui à l'émergence d'entrepreneurs ruraux ; (iii) la préparation des modèles économiques de micro entreprises rurales et du plan de mise en œuvre (investissement et encadrement). L'UGP indique ces études seront finalisés au mois de novembre 2012, permettant ainsi d'intégrer les appuis requis dans le PTBA 2013.

33. Concernant l'accompagnement des initiatives de concertation développées au niveau cantonal par certains groupements de producteurs de la zone de Bissok dans le but de répondre aux besoins en prestations de services pour l'aménagement des sites de production, le rapport d'activité de l'UGP indique qu'un microprojet de prestations de service (tronçonneuse, tarière et petit outillage agricole) a été approuvé en août dernier. Les équipements nécessaires sont en cours d'acquisition et seront disponibles pour la campagne agricole 2013.

34. S'agissant de la mécanisation des activités agricoles, l'UGP indique que des concertations ont été organisées dans les cantons Bissok et Nord Minvoul, sur les modalités de gestion et de cession des motoculteurs. La mission note que l'information et la concertation des groupements sur les modalités de mise en œuvre de ce type de microprojet est nécessaire. Toutefois, le cadre de concertation ne saurait se substituer à une micro-entreprise rurale pour la gestion des équipements comme l'envisage le projet.

35. En matière de déploiement des TAC, l'UGP envisage d'effectuer une harmonisation de leur charge de travail (nombre de microprojets suivis et distances à couvrir) au mois de décembre 2012, sur la base des résultats de la typologie des microprojets et des activités du PTBA 2013.

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
8. Susciter la création des micro-entreprises de prestation de service pour assurer la gestion des services de mécanisation agricole. Dans ce cadre, l'action des cadres de concertation des groupements de producteurs porteront sur la planification des demandes de travaux et la négociation avec les micro-entreprises des modalités d'accès des groupements aux services proposés.	Superviseur filière	31 Mars 2013

Appui à la commercialisation et la compétitivité des filières cibles

36. Le PTBA 2012 du PDAR prévoyait dans le cadre des activités d'appui à la commercialisation les actions suivantes :

- La réalisation d'une étude sur les besoins en information économique des producteurs et la mise en place d'un système d'information sur les prix au niveau des marchés ;
- La construction de 10 centres de groupage dans les départements du Ntem, du Haut Ntem et du Woleu ;
- L'organisation des rencontres des bénéficiaires sur le choix des villages de groupage et le fonctionnement des Centres de groupage ;
- L'organisation de : 5 réunions (une par département) sur le thème du micro-crédit ; 5 sessions de formation sur la mise en marché ; et 15 ateliers de concertation et de négociations commerciales entre les acteurs des filières dans les départements du Woleu, du Ntem, du Haut Ntem et de l'Okano ;

Rapport

- La mise en relation des producteurs et des commerçants en vue d'établir les accords commerciaux.
- Le développement d'un partenariat de coordination avec les travaux publics pour le désenclavement des zones principales de production.

37. En matière d'organisation et de mise en mise en marché des produits, l'UGP a engagé le recrutement d'un consultant/organisme spécialisé en commercialisation, en vue de préparer la démarche et un programme de travail pour l'organisation des ateliers de concertation entre tous les acteurs des filières et d'un consultant pour la conception d'un système d'information sur les prix au niveau des marchés. L'UGP indique que ces études débiteront au mois de novembre 2012.

38. Concernant la mise en place des centres de groupage, l'UGP précise qu'une séance de travail avec le Conseil départemental du Ntem (Bitam) a abouti au choix du canton Mvezé (axe Meyo Kyé-Nsimi) comme lieu d'implantation d'un centre de groupage dans ce département. L'UGP envisage d'organiser une deuxième réunion au mois d'octobre 2012 pour valider le lieu retenu et définir les modalités de gestion ainsi que le chronogramme d'exécution. Le programme d'activité de l'UGP prévoit la poursuite de cette opération dans la même période dans les départements du Haut Ntem, du Woleu, de l'Okano et du Haut Como. La mission relève que la démarche du projet n'est pas maîtrisée et connu des bénéficiaires, ce qui risque de compromettre leur participation et leur appropriation.

39. Pour ce qui concerne le désenclavement des zones de production, la mission relève que le Gouvernement Gabonais a introduit auprès du FIDA une demande de fonds additionnels faciliter la commercialisation des produits agricoles promus par le PDAR. Ces activités portent sur : (i) la création des pistes secondaires l'évacuation des productions vers les grands axes routiers et, (ii) la construction des centres de groupage dans zones de fortes productions. La mission de supervision note que les groupements de producteurs, les communautés locales, les administrations publiques concernées et l'UGP ont participé à la préparation d'un document définissant la nature des activités, les modalités de mise en œuvre et de gestion de ces activités additionnelle. La mission réitère les conclusions de la revue à mi-parcours confirmant la pertinence des activités susmentionnées.

40. La mission relève également que dans la logique du faire-faire du projet, l'UGP a engagé la mobilisation des expertises requises pour assurer la préparation des modalités particulières permettant la mise en œuvre de certaines recommandations de la mission de revue à mi-parcours dans les domaines suivant : (i) conception d'un système d'information sur les prix des produits cibles du projet (manioc, banane et arachide) au niveau des marchés et préparer la démarche et le programme de travail, en vue de l'organisation des ateliers de concertation entre tous les acteurs des filières ; (iii) organisation de 5 sessions de formation en gestion commerciale, marketing, contractualisation et organisation des réunions d'information sur les possibilités d'accès au micro crédit.

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
9. Accélérer le démarrage des études préliminaires relatives à la mise en œuvre des activités de commercialisation - conception du système d'information sur les prix des produits cibles du projet et préparation de la démarche et le programme de travail	Superviseur filière	immédiat
10. Assurer le démarrage des appuis effectifs à l'organisation de la commercialisation;	Superviseur filière	immédiat
11. Développer une démarche cohérente sur le choix des lieux d'implantation des Centres de groupage et la définition des modalités de gestion desdits centres de groupage intégrant l'information et la sensibilisation des autorités et des groupements et impliquant dès le départ les bénéficiaires de manière à assurer la mobilisation de leur contribution à la construction de ces ouvrages et leur appropriation.	Superviseur filière	31 Mars 2013

Rapport

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
12. Procéder au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation.	Superviseur filière	immédiat

Composante B : Renforcement des capacités des différents acteurs

41. Les activités de renforcement des capacités menées sous le PDAR visent à renforcer principalement par le biais d'activités de sensibilisation, d'animation et de formation adaptée : (i) les compétences techniques et d'autogestion des membres et leaders des groupements de producteurs et celles des opérateurs privés et des micro- entreprises associées aux filières cibles ; et (ii) les capacités des partenaires prestataires publics et privés d'appui – conseil pour leur permettre de développer des services de qualité et des expertises adaptées aux besoins des producteurs dans les filières ciblées. Pour atteindre ces objectifs, les activités sont structurées autour de 2 sous –composantes : le renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements ; et le renforcement des capacités institutionnelles.

Renforcement des capacités des ruraux et de leurs organisations

42. La mission de revue à mi-parcours avait relevé la faible capacité du Superviseur de la composante renforcement des capacités à mettre en place une méthodologie et un programme d'activité permettant de réaliser les activités et d'atteindre les résultats programmés. De manière spécifique, la revue à mi-parcours avait noté que les activités de communication, notamment, la préparation et la diffusion des informations sur les prix et les marchés du Woleu Ntem et les messages sociaux- n'étaient pas réalisées ou ne s'inscrivaient pas dans un plan de communication permettant le suivi de la mise en œuvre des activités prévues. De même, les actions portant sur la structuration des organisations paysannes, et l'appui à l'émergence d'opérateurs privés et de micro entreprises n'avaient pas démarrées.

43. La mission de supervision note avec satisfaction que les autorités Gabonaises ont terminé le contrat de l'ancien superviseur de la « composante renforcement des capacités » et ont engagé le recrutement d'un nouveau superviseur. Le processus de sélection est à l'étape de validation des résultats par le MAEPDR. Toutefois, de manière générale, le niveau d'exécution des activités reste stationnaire, l'UGP n'ayant pas pris de dispositions pour assurer la gestion des activités durant la période transitoire.

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
13. Mobiliser une expertise qualifiée pour l'appuyer dans l'élaboration d'une stratégie et d'un programme de travail couvrant : (i) l'information et la sensibilisation des groupements ; Sur la base d'un plan de communication, l'UGP devrait mobiliser les prestataires requis et coordonner sa mise en œuvre ; (ii) La formation des paysans relais et des membres des comités de gestion, la formation au bénéfice des opérateurs privés basée comme prévu sur le faire-faire ; (iii) les actions de structuration et d'appui à l'organisation des producteurs ; (iv) Les appuis prévus pour l'émergence d'opérateurs et micro-entreprises agricoles, en ciblant particulièrement les jeunes ruraux pour cette activité.	Directeur PDAR /superviseur RC	31 Mars 2013
14. Elaborer un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées Baka en collaboration avec l'UNICEF.	Directeur PDAR /superviseur RC	31 Mars 2013

Rapport

Renforcement des capacités institutionnelles

44. La revue à mi-parcours avait constaté que la majorité des activités prévues dans le cadre du renforcement des capacités étaient peu exécutées, notamment (i) la mise en place d'un centre d'appui rural avec pour objectif de faciliter la mise en relation des producteurs avec des services d'appui compétents pour répondre à leurs besoins n'avait pas démarré; (ii) les activités d'appui à l'émergence d'opérateurs d'appui-conseil s'étaient limitées essentiellement sur des sessions de formations au profit des TAC, couvrant les thèmes relatifs à l'approche participative, l'animation rurale et le développement organisationnel; et (iii) l'appui aux agents du service statistique provincial agricole n'avait pas démarré.

45. La mission de supervision note que la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations de cette sous composante est au stade de finalisation des TDR. La mission attire l'attention de l'UCP sur le fait que la mission de revue à mi-parcours avait expressément indiqué que ces activités devaient être réalisées sous la supervision directe du Directeur de projet, la mobilisation des consultants ne devrait pas conséquent pas attendre l'aboutissement du recrutement du nouveau superviseur de cette composante.

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
15. Mobiliser des compétences pour la préparation et l'exécution d'un plan d'action spécifique pour l'implantation du centre d'appui rural et des appuis au service statistique provincial ;	Directeur PDAR /superviseur RC	31 Mars 2013
16. Procéder aux formations de mise à niveau de tous les TAC n'en ayant pas encore bénéficié pour leur permettre d'assumer effectivement leurs fonctions de manière à assurer l'intégration et la planification des résultats obtenus dans le cadre des activités du PTBA 2013	Directeur PDAR /superviseur RC	immédiat
17. Porter une attention particulière au pilotage stratégique du projet à travers une meilleure coordination et suivi des activités permettant d'éviter les retards d'exécution et de valoriser l'approche du faire-faire retenue par le projet.	Directeur PDAR	Immédiat

Composante C: Coordination, suivi-évaluation du projet

Suivi-Évaluation

46. La revue à mi-parcours avait noté que l'opérationnalisation du Système de Suivi Evaluation (SSE) n'était effective, notamment le processus de collecte et de traitement des données, le système de reporting global consistant à organiser la production des rapports à différents niveaux associant les données physiques et financières pour rendre compte de l'efficacité et l'efficience des activités du projet n'étaient pas encore assuré. En terme de paramétrage, il était constaté que la base de données de SSE n'était pas complète et l'appropriation du système informatique par les autres utilisateurs de l'UGP (superviseurs de composantes, RAF, Comptable, DP etc.) n'était pas assurée. En conséquence, la mise à jour des informations techniques et financières n'était pas encore systématisée (suivi des formations, des microprojets, des parcs à bois, des décaissements etc.).

47. La mission de supervision note que la base de données du Suivi-évaluation a été améliorée. Elle intègre désormais un module relatif à l'enregistrement et traitement des informations du PTBA permettant un suivi technique et financier des activités faisant apparaître leur contribution aux principaux indicateurs du cadre logique. Aussi, le PTBA 2012 a été saisi dans le système et les informations sur sa réalisation sont mises à jour dans l'application.

Rapport

48. Concernant la saisie des données des réalisations du projet par les responsables des composantes techniques, la mission note qu'elle est encore centralisée au niveau du responsable du suivi-évaluation et par conséquent ce dernier reste le seul utilisateur du logiciel informatique. De plus, la régularité dans la transmission des données du SE n'est pas effectuée sur une base mensuelle comme planifiée. La mission a examiné un échantillon aléatoire de fiches de collecte des données et a noté des incohérences et l'absence de certaines informations essentielles à la caractérisation des microprojets (date de création des groupements, nombre de membres, nombre d'hommes et de femmes) et à leur suivi (quantités produites, quantités vendus, pertes etc.). La mission attire l'attention de l'UGP sur le fait que ces informations devraient faire partie du dossier de demande de financement.

49. En matière de suivi des données financière, la mission note que les informations disponibles au niveau du SSE sont limitées au suivi du traitement des DRF et DPD (date de transmission au service de la dette et au FIDA, statut et montant des paiements).

50. De manière générale, SE permet à date de fournir les informations du tableau de bord global du projet (état récapitulatif des niveaux de réalisation des activités principales par composante). Les données sont fournis sont des tableaux bruts qui nécessitent l'exportation sur d'autres logiciel tels que Excel pour effectuer des analyses plus détaillées. La principale faiblesse porte sur l'exploitation effective des données de la planification par le responsable du suivi-évaluation permettant de fournir à l'UGP, notamment lors des réunions de coordination des éléments d'aide à la décision sur le niveau d'avancement des activités. De même, l'UGP n'a pas encore organisé la concertation avec les TAC pour permettre leur appropriation des fiches de collecte ainsi que la formation des groupements au remplissage des fiches de données. En conséquence, il y'a un risque de perte des informations sur les résultats du projet, particulièrement au niveau des groupements de producteurs dont les produits sont au stade de récolte.

51. Concernant l'étude sur les résultats de développement du PDAR en collaboration avec la Direction nationale des statistiques, la mission note que l'UGP accuse du retard, les TDR n'étant pas finalisés.

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
18. Finaliser les TDR de capitalisation des résultats du projet en collaboration avec la Direction Nationale des Statistiques	Responsable Suivi-évaluation	15 Mars 2013
19. Assurer le démarrage de l'étude de capitalisation des résultats du projet;	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013
20. Organiser une concertation interne avec les superviseurs des composantes pour clarifier la situation de la remontée des données sur le suivi-évaluation et établir les responsabilités ;	Responsable Suivi-évaluation /Directeur du projet	Immédiat
21. Organiser un atelier de mise à niveau des TAC sur l'utilisation des fiche de collecte des données et établir de manière rigoureuse la périodicité et la procédure de validation ;	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat
22. Organiser d'ici un atelier de formation des groupements sur le remplissage des fiche de collecte à leur niveau ;	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013
23. Développer une matrice de suivi de l'exécution des activités planifiées afin d'informer régulièrement l'UGP sur les délais d'exécution et le niveau de résultat atteint, garantissant ainsi un piloté informé du projet. .	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013

D. Avancement de l'exécution du projet

52. Au 30 septembre 2012, et à l'amorce de sa 5^{ème} année d'exécution, le PDAR a soutenu jusque-là la mise en œuvre de 25 ha de parcs à bois de manioc correspondant à un taux de réalisation de 75,5% par rapport

Rapport

à ses objectifs numériques. L'adoption des technique de PIF pour la multiplication rapide de plants de bananiers plantains a permis au projet d'installé 23 germinoirs sur 37 prévus soit un taux de réalisation à date de 62%. En matière d'appui aux producteurs sur la filière arachide, le projet n'a pas obtenus des semences améliorées auprès de l'IRAF comme planifié dans le document de projet à cause de l'absence d'initiatives de la recherche nationale dans ce domaine.

53. En termes de fourniture de matériel végétal aux producteurs, le PDAR a distribué 1.411.000 boutures de manioc, ce qui correspond à 26,7% de la cible. Ce faible taux de réalisation est également enregistré pour la banane plantain dont 23.000 plants ont été fournis aux producteurs, soit également 26% de la cible. De manière générale, les superficies emblavées par les producteurs restent en dessous des cibles du projet. Elles sont estimées à 15% de la cible pour le manioc, 30% pour l'arachide et 50% pour la banane plantain.

54. La mission relève que le faible niveau d'exécution des activités de production agricole au niveau des parcelles est dû à la faible importance des microprojets en termes de superficies et de nombre de producteurs engagés dans les groupements bénéficiaires. De plus, actions proposées au financement dans le cadre des microprojets n'intègrent pas le financement des investissements de production, de post-récolte et de commercialisation, ainsi que l'apprentissage de la négociation commerciale, ce qui a pour conséquence un faible taux d'exécution budgétaire de la rubrique microprojets (11%).

55. Comme l'avait déjà constaté la mission de revue à mi-parcours, la stratégie du projet basée sur le développement des microprojets par les groupements des producteurs dont la taille moyenne est de 15 membres est confrontée aux difficultés ci-après :

- i. La faiblesse du mouvement associatif nécessitant un investissement accru dans les actions de sensibilisation et d'organisation en vue de la constitution des groupements porteurs des microprojets ;
- ii. Le taux de défection élevé des membres de groupement (50% en moyenne) suite à la pénibilité du travail a contribué à réduire significativement la taille des microprojets (2 ha en moyenne au lieu de 7 ha prévus) ;
- iii. La faible mise en place au sein des groupements des modalités de cession de la propriété foncière et par conséquent le partage des produits de la récolte, entretenant la suspicion et par conséquent la démobilisation;
- iv. Le manque de main d'œuvre locale et l'absence de prestataires pour exécuter les travaux d'aménagement des sites de production;
- v. Le recrutement tardif des Techniciens d'Appui Conseil (les 2/3 recrutés fin 2011, alors qu'ils devaient être déployés dès 2008) ayant entraîné un retard important dans l'encadrement des producteurs pour le développement de microprojets ;
- vi. La mise en œuvre des microprojets est régulièrement retardée par la non disponibilité des fonds pour le financement des diverses activités planifiées.

56. En matière de commercialisation, la situation du projet n'a pas évolué depuis la mission de revue à mi-parcours. Les principales actions prévues dans le domaine de la commercialisation restent non exécutés à savoir : (i) la mise en place des centres de groupage et accompagnement des groupements en matière de commercialisation; (ii) l'organisation des réunions d'information sur le micro crédit (par genre) ; (iii) la formation en gestion commerciale, micro crédit et contractualisation ; (iv) l'organisation des ateliers

Rapport

départementaux de concertation organisés par filière ; (v) l'organisation des ateliers provinciaux de concertation par filière ; (vi) des réunions de sensibilisation sur l'offre de petits crédits ; (vii) le recrutement d'un VNU spécialiste en commercialisation.

57. Comme l'avait déjà souligné la mission de revue à mi-parcours, la présente mission de supervision relève que dans le cadre d'une approche filière, il est nécessaire que l'UGP porte une attention particulière au maillon de la commercialisation, à la structuration des organisations paysannes, et l'appui à l'émergence d'opérateurs privés et de micro entreprises, qui constituent les bases de la pérennisation du projet et son impact au niveau des bénéficiaires.

E. Aspects fiduciaires

Gestion administrative et financière

58. La gestion administrative et financière du PDAR est une fonction dévolue au Service Administrative et Financier (SAF) composé d'un Responsable Administratif et Financier (RAF) d'un Comptable et d'un Assistant Administratif et Comptable (AAC). Le SAF est placé sous la supervision du Directeur du Projet qui signe avec le RAF les instruments financiers du Projet.

59. A l'instar des missions de supervisions et d'audit antérieures, la mission de revue à mi-parcours du Projet de mai 2012 avait relevé la faiblesse de la gestion administrative et financière du PDAR caractérisée par :

- la faible application des procédures de gestion administrative, comptable, financière et de passation des marchés,
- la faible mise en œuvre du système de contrôle interne,
- la faible organisation du SAF ne permettant pas d'assumer en continu les fonctions de gestion administrative, comptable et financière en conformité avec les standards de gestion,
- la faible capacité de planification et de gestion de la trésorerie qui maintient le Projet dans une situation de tension de trésorerie et de non disponibilité des fonds pour l'exécution des activités.

60. Compte tenu de l'impact de la faiblesse de la gestion administrative et financière sur l'exécution du Projet, la mission de revue à mi-parcours avait recommandé au MAEPDR de prendre des dispositions pour que les fonctions de gestion administrative et financière puissent être effectivement assurées par l'UGP.

61. Sur la base de son appréciation des constats de la revue à mi-parcours du projet, le MAEPDR a décidé de mettre fin le 05 juillet 2012 au mandat du RAF en poste depuis le démarrage du Projet. En attendant le recrutement d'un nouveau RAF en cours, la fonction est assumée par un intérimaire depuis le 1^{er} août 2012.

62. **Mesures correctives** : La mission de vérification/supervision a constaté que le MAEPDR en étroite collaboration avec la Direction Nationale des projets FIDA a pris des mesures pour le renforcement de capacités de gestion Administrative et financière de l'UGP :

Rapport

- Au 05 juillet 2012 il a été mis fin au contrat du RAF pour insuffisance de performance
- un appel à candidature a été lancé pour le recrutement d'un RAF. Le processus de sélection est à terme pour validation par le ministère et le FIDA.
- Avec l'appui du FIDA, une mission de diagnostic technique de la gestion administrative et financière du PDAR a été réalisée en vue de proposer un plan de mesures correctives des mesures correctives ;
- De même, une mission de diagnostic en passation des marchés a été réalisée avec l'appui du FIDA pour proposer un plan de mesures correctives ;
- Sur cette base, durant la période intermédiaire, une expertise technique internationale en gestion administrative et financière a été mobilisée pour accompagner l'UGP dans la mise en œuvre des mesures correctives. A date, les actions ont déjà porté sur: (i) revue, correction et mise à jour de toute la comptabilité du projet depuis le 1^{er} janvier 2012 ; (ii) opérationnaliser le logiciel comptable du PDAR et du traitement automatisé des DRF ; (iii) mise en place du logiciel du PDAR dans le serveur du projet avec habilitation des accès aux personnels cadres ; (iv) mise à jour des outils de gestion de la petite caisse ; la réconciliation rétroactive documentée du compte spécial au 31 mai et la conciliation à date se poursuit ; (v) apurement des arriérés des paiements des salaires du personnel.

63. Dans l'ensemble, la mission a constaté que les actions entreprises posent les jalons d'un assainissement progressif de la gestion administrative et financière du PDAR et devront être soutenues dans le cadre de l'amélioration continue des performances du projet comme décrit ci-dessous.

64. **Niveau d'exécution financière.** Au 25 septembre 2012, le PDAR a enregistré un niveau de décaissement du prêt FIDA de USD 2,42 millions correspondant à un taux de décaissement de 41,47%. Le don FIDA de USD 240 000, mobilisé au début de chaque année pour le financement du suivi-évaluation, est décaissé à hauteur de 43,41% soit USD 127 378.

Situation des contributions des différentes sources de financement au PDAR

Source	Montant prévu (millions USD)	Montant décaissé (millions USD)	Tx Exécution (%)
Prêt FIDA	5,72	2,4	41,4
Don FIDA	0,27	0,12	43,4
Gouvernement	2,17	1,99	91,8
Bénéficiaires	0,25	0,43	168,7

65. En ce qui concerne les fonds de contrepartie du Gabon, l'UGP indique que la contribution de l'Etat Gabonais à date s'élève à FCFA 997 millions (USD 1,99 millions), correspondant à 91,8% de son engagement au financement du PDAR. La mission note un niveau satisfaisant de paiement de la contrepartie. Toutefois elle relève que la contribution au titre de l'exercice 2012 de FCFA 260 millions (USD 0,51 millions) n'a pas encore été versée au Projet.

66. L'évaluation faite par l'UGP de la contribution des bénéficiaires depuis le démarrage du Projet se chiffre à USD 431 024 soit 168% de l'engagement initial de USD 256 000. L'UGP explique ce dépassement par la prise en charge par les bénéficiaires de certaines opérations initialement financées par le projet (entretien des parcelles, trouaison, coupe de piquet et piquetage...), modifiant de façon significative la proportion de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des microprojets de production qui passe de 10 à 50% environ.

Rapport

Taux de décaissement du prêt

Catégorie		Taux
1.	Génie civil et rural	63,9%
2.	Equipements – Matériels Véhicules	72,9%
3.	Assistance technique, Formation, Information	37,8%
4.	Etudes	89,6%
5.	Microprojets des filières	10,9%
6.	Prestations de services	52,4%
7.	Salaires et indemnités	73,4%
8.	Coût de fonctionnement	46,3%

67. La mission constate que le taux de décaissement est encore en deçà des cibles. Le taux de décaissement de la catégorie « Microprojets des filières » qui est la principale catégorie de dépenses n'est à date qu'à 10,9%. L'UGP a engagé une nouvelle approche de mise en place de microprojets basée sur une logique filière intégrant la production, avec des micro-investissements en équipements de transformation, de commercialisation au sein du groupement, soutenus par la mise en place de service agricoles d'appui à la production. Cette approche induira un relèvement des investissements financiers et de la qualité des appuis aux producteurs pour tirer parti des opportunités des filières. Sur cette base, l'UGP indique qu'elle a engagé, avec l'appui d'une expertise qualifiée, le développement d'une typologie et les estimations financières de mise en place des microprojets qui reposera sur cette approche filière, ce qui induira nécessairement un relèvement significatif du taux de décaissement.

68. La mission attire également l'attention de l'UGP sur la catégorie IV décaissée à 89,6%. *Il est recommandé que l'UGP porte une attention spécifique au suivi des dépenses sur cette catégorie. Si requis, l'opportunité d'une réallocation des fonds devrait être considérée.*

69. Revue des états certifiés des dépenses. La mission a procédé à une revue aléatoire des dépenses inscrites sur les Etats Certifiés de Dépenses de la DRF 20 du PDAR. Les principales observations sont relatives (i) à l'absence, dans certains cas, des pièces justificatives devant accompagner les chèques de règlement (facture, Bon de commande, Bon de livraison), (ii) à l'absence de certification de certaines factures (Service fait) et d'autorisation de paiement, et (iii) au classement des pièces justificatives qui reste encore à améliorer. *Dans le cadre de l'amélioration continue de la gestion financière, il est important que le SAF s'assure que toutes les pièces justificatives sont dûment annexées à chaque paiement et correctement classées.*

70. Situation de trésorerie. Au vu de la faible disponibilité des fonds sur le compte spécial pour le financement des activités, l'UGP a procédé, avec l'appui de l'expertise technique en gestion administrative et financière comme mentionnée plus haut, à la reconstitution du compte spécial et à la préparation des DRF pour son réapprovisionnement. A ce jour, les dépenses en cours de justification sont évaluées en FCFA

Rapport

188 millions (USD 0,35 millions) suivant le rapprochement du Compte Spécial établi par le SAF au 26 septembre 2012. *la mission recommande à l'UGP d'accélérer les travaux de mise à jour de la comptabilité en cours, pour la justification du compte spécial et à son réapprovisionnement.*

71. Pour une bonne gestion de trésorerie, *la mission recommande au Directeur du Projet de tirer parti de la présence de l'expertise internationale en gestion administrative et financière les plans prévisionnels mensuels de trésorerie sur la base du PTBA, du plan de passation des marchés et des éléments de planification rapprochée des activités. Les plans de trésorerie devront être portés à la connaissance de l'équipe du Projet lors des réunions de programmation.*

72. **Gestion comptable.** Une nouvelle version du logiciel TOMPRO a été mise en place au PDAR. Les différents modules ont été paramétrés et sont fonctionnels. Les DRF sont dès lors préparées de façon automatique au travers du logiciel.

73. Sous la supervision de l'expert international en gestion financière, le SAF s'est engagé dans une revue globale de la comptabilité du Projet depuis le début de l'exercice 2012 et des DRF émises depuis le début du Projet pour s'assurer que toutes les dépenses ont été correctement traitées. Ces travaux ont permis d'établir les situations définitives des préfinancements à régulariser. Au titre de l'exercice 2012, les traitements comptables sont effectués jusqu'en mai, ce qui a permis de générer automatiquement la DRF 21 de FCFA 64 millions (USD 120 848) en cours d'envoi à la Direction de la Dette Publique pour signature avant transmission au FIDA.

74. En plus des actions déjà menées, *la mission recommande à l'UGP avec l'appui de l'expertise internationale en gestion administrative et financière, de s'assurer de la mise en application effective des procédures de contrôle interne conformément au manuel des procédures et autres procédures convenues ainsi qu'aux recommandations de la revue à mi-parcours avec une attention particulière sur la Finaliser la mise à jour de l'ensemble des outils et procédures de gestion de la petite caisse dans le respect des règles de contrôle interne ;*

75. **Audit des comptes.** La mission note que le rapport d'audit des comptes 2011 du PDAR a été transmis au FIDA dans les délais. Les états financiers 2011 du PDAR ont été certifiés par l'auditeur sous des réserves portant sur (i) l'inéligibilité des dépenses relatives aux serveurs informatiques pour lesquels les procédures d'acquisition n'étaient pas conformes aux procédures de passation des marchés, (ii) les droits de congés payés au Responsable Suivi-Evaluation (RSE) alors que ce dernier est lié au Projet par un contrat de prestations de services et non un contrat de travail, et (iii) des charges inscrites dans le PTBA 2011 mais non enregistrées en comptabilité. Sur le système de contrôle interne, les faiblesses relevées par l'auditeur dans son rapport sont relatives à l'emploi des chauffeurs n'ayant pas de permis de conduire.

La mission relève que les dépenses relatives à l'acquisition des serveurs inéligibles au financement du Prêt FIDA ont été déjà reversées sur le Compte Spécial par l'UGP. En ce qui concerne les charges inscrites dans le PTBA 2011 mais non enregistrées en comptabilité, la mission est d'avis que l'inscription d'une activité au PTBA n'implique pas obligatoirement l'enregistrement du budget correspondant en comptabilité. Quant aux droits de congés payés au RSE, *elle recommande au Directeur de Projet (DP), en relation avec la tutelle, d'établir de façon définitive et claire le statut du RSE en disant s'il est un prestataire de services ou un salarié en tenant compte de ses conditions d'emploi actuel au PDAR qui s'apparentent plus à un emploi salarié qu'à une prestation de services.* En ce qui concerne les chauffeurs sans permis de conduire, *la mission recommande au DP de prendre toutes les mesures pour que ces derniers régularisent leur situation dans les meilleurs délais.*

Rapport

76. Passation des marchés. Sur le plan de la gestion des processus de passation des marchés, conformément aux recommandations de la revue à mi-parcours, le Projet a bénéficié de l'appui d'un expert en passation des marchés dont les objectifs étaient :

1. Revoir les mécanismes et processus de gestion en passation des marchés par le PDAR en vue d'améliorer le fonctionnement, l'efficacité et la conformité des marchés avec les dispositions de l'accord de financement, le code de passation des marchés du Gabon et les exigences de l'exécution technique ;
2. Appuyer l'UGP dans la mise en place d'un plan d'actions pour la gestion des processus de passation des marchés ;
3. Coaching de l'équipe sur la gestion de ces processus.

77. En ce qui concerne la gestion et le suivi des contrats et conventions, la mission note que la mise à jour du registre et des états de suivi des contrats et conventions est en cours. Ces travaux rentrent dans le cadre de la revue globale de la comptabilité par le SAF. Les outils de gestion ci-dessus cités sont dorénavant générés automatiquement par le logiciel TOMPRO à travers le module "Marchés et Engagements".

78. Compte tenu des délais requis pour la prise de fonction du nouveau RAF et du travail à poursuivre pour finaliser le redressement de la gestion administrative et financière du PDAR, la mission recommande que le Directeur du Projet mobilise une nouvelle expertise auprès du SAF pour la mise en place et l'exécution continue d'un programme de travail intégré et continue pour la finalisation du redressement de gestion financière du PDAR incluant la prise en compte des recommandations émanant des missions de diagnostic en gestion administrative et financière, en passation des marchés, des audits, des missions de supervision/revue à mi-parcours.

79. Gestion et sauvegarde des actifs. La présente mission note avec satisfaction que le module "Gestion des immobilisations" du logiciel TOMPRO est fonctionnel, est paramétré et mis à jour. La gestion des immobilisations au travers du logiciel de gestion de projet est effective. *La mission réitère la recommandation de formaliser le système de codification et de finaliser le marquage des immobilisations.*

80. Gestion du personnel. Les recommandations les plus importantes de la mission de revue à mi-parcours portaient sur (i) le paiement des arriérés de salaires du personnel, (ii) la prise en compte des heures de travail dans l'utilisation des chauffeurs, et (iii) le renouvellement des contrats de travail expirés pour le personnel requis par l'UGP sur la base des évaluations des performances et des conditions de renouvellement.

81. La mission note avec satisfaction que les arriérés de salaires ont été réglés. Les principales recommandations restant à exécuter sont : *(i) La prise en compte des heures de travail dans l'utilisation des chauffeurs ; (ii) Le renouvellement des contrats de travail expirés pour le personnel requis par l'UGP sur la base des évaluations des performances et des conditions de renouvellement.*

Rapport

Mesures convenues	Responsables	Délais convenus
24. Porter une attention spécifique au suivi des dépenses sur la catégorie IV décaissée à 89,6% et si requis, considérer l'opportunité d'une réallocation des fonds pourrait être considérée.	RAF	Immédiat
25. S'assurer que toutes les pièces justificatives soient dûment annexées à chaque paiement afin d'assurer l'amélioration continue de la gestion financière.	RAF	Continue
26. Accélérer les travaux de mise à jour de la comptabilité en cours, pour la justification du compte spécial et à son réapprovisionnement.	Directeur Projet/SAF	Immédiat
27. Tirer parti de la présence de l'expertise internationale en gestion administrative et financière pour finaliser les plans prévisionnels mensuels de trésorerie sur la base du PTBA, du plan de passation des marchés et des éléments de planification rapprochée des activités. Les plans de trésorerie devront être portés à la connaissance de l'équipe du Projet lors des réunions de programmation.	Directeur du Projet /SAF	Immédiat
28. S'assurer de la mise en application effective des procédures de contrôle interne conformément au manuel des procédures et autres procédures convenues ainsi qu'aux recommandations de la revue à mi-parcours avec une attention particulière sur la finalisation de la mise à jour de l'ensemble des outils et procédures de gestion de la petite caisse dans le respect des règles de contrôle interne.	Directeur du Projet /SAF	Immédiat
29. Compte tenu des délais requis pour la prise de fonction du nouveau RAF et du travail à poursuivre pour finaliser le redressement de la gestion administrative et financière du PDAR, mobiliser une nouvelle expertise auprès du SAF pour la mise en place et l'exécution continue d'un programme de travail intégré et continue pour la finalisation du redressement de gestion financière du PDAR incluant la prise en compte des recommandations émanant des missions de diagnostic en gestion administrative et financière, en passation des marchés, des audits, des missions de supervision/revue à mi-parcours.	Directeur du Projet	immédiat
30. Formaliser et finaliser le système de codification et de marquage des immobilisations.	SAF	Mars 2013
31. Prendre en compte le respect des horaires de travail dans l'utilisation des chauffeurs	SAF/directeur de projet	Immédiat
32. Procéder au renouvellement des contrats de travail expirés pour le personnel requis par l'UGP sur la base des évaluations des performances et des conditions de renouvellement.	SAF/directeur de projet	Immédiat

F. Durabilité et impact

82. Les premiers microprojets de production sont actuellement au stade de la récolte et le renforcement de l'action du projet dans les volets transformation et commercialisation sont essentiels pour la valorisation des produits récoltés et assurer ainsi l'impact attendu au niveau des revenus des bénéficiaires. La mission reste préoccupée par la quasi-absence d'initiatives du projet dans ces domaines.

83. L'appui à la mise en place d'un tissu d'organisations paysannes viables est une condition essentielle à la prise en main des investissements du projet par les producteurs et leur appropriation des fonctions essentielles des filières ciblées (approvisionnement en plants, transformation, commercialisation etc.). A la 4^{ème} année d'exécution du PDAR, la mission constate avec préoccupation, comme l'avait souligné la mission de revue à mi-parcours, que le projet n'a pas encore mis en place une démarche d'accompagnement des producteurs à leur organisation et leur structuration pour la prise en charge des fonctions ci-dessus évoquées.

Rapport

Mesures convenues	Responsable	Délais convenues
33. Engager la mise en place des appuis à la transformation et la commercialisation des productions des bénéficiaires de manière à leur permettre de tirer les revenus conséquents et garantir l'impact attendu du projet.	Superviseur composante filière	immédiat
34. Définir une démarche et engager l'appui à l'organisation et à la structuration des producteurs permettant la gestion des fonctions d'approvisionnement en plants, de transformation, de commercialisation.	Directeur du Projet /responsable composante renforcement des capacités	Immédiat
35. Renforcer la collaboration avec la Direction Provinciale de l'Agriculture du Ntem pour définir conjointement les modalités pérennes de gestion des investissements collectifs et de l'accompagnement technique des producteurs.	Directeur du Projet	Immédiat

G. Autres aspects

Genre. Les filières visées par le PDAR sont celles qui impliquent principalement les femmes. Toutefois afin de permettre une meilleure appréciation de l'impact du projet sur sa cible, *il est recommandé à l'UGP de s'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.*

H. Conclusion

84. La mission est très préoccupée par la capacité de l'UGP à assurer la mise en œuvre du PDAR. Elle réitère à cet effet les constats de la mission de revue à mi-parcours et des précédentes missions de supervision qui ont relevé la faible capacité de l'UGP à assurer le pilotage du projet, définir des modalités appropriées pour la mise en œuvre des activités planifiées et rendre compte de ses performances du projet. La mission attire l'attention des autorités Gabonaises sur cette situation qui met à risque l'atteinte des résultats attendus du PDAR.

Appendices et annexes

Appendice 1 - Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Appendice 2 - Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Appendice 3 - Suivi des recommandations de la dernière mission de supervision

Appendice 4- Exécution financière du PTBA

Appendice 5- Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Appendice 6- Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Appendice 7- Cadre logique du projet

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

A. Basic Facts

Country	Gabon	Project ID	1313	Loan/Grant No.	722/970
Project	Agricultural and Rural Development Project			Supp. Loan/Grant	
Date of Update:	11-Apr-13	Supervising Inst.	IFAD	Financing terms	0
No. of Supervisions	6	Last Supervision	05/10/2012		
No. of Impl. Supfollow-up		Last Impl. Sup/Follow-up			
				USD million	Disb. rate
Approval	12-Sep-2007			Total costs	8.63
Agreement	26-Oct-2007	Effectiveness lag	6.3	IFAD loan	5.73
Effectiveness	20-Mar-2008	Problem project		DSF grant	
MTR	22-May-2012			IFAD grant	0.27
Current completion	31-Mar-2014	Last Amendment		Domestic	2.43
Current closing	30-Sep-2014	Last Audit	28 June 2012		
No. of extensions	0				
				Cofinancing	0.20
				Cofinanciers	OFID

B. Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	3	3	1. Quality of project management	3	3
2. Acceptable disbursement rate	3	3	2. Performance of M&E	3	3
3. Counterpart funds	4	4	3. Coherence between AWPB & implementation	3	3
4. Compliance with loan covenants	4	4	4. Gender focus	4	4
5. Compliance with procurement	3	3	5. Poverty focus	4	4
6. Quality and timeliness of audits	4	4	6. Effectiveness of targeting approach	4	4
			7. Innovation and learning	4	5
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
• Actual outputs/component 1	4	4	1. Institution building (organizations, etc.)	3	3
• Actual outputs/component 2	3	2	2. Empowerment	3	3
• Actual outputs/component 3	3	3	3. Quality of beneficiary participation	4	3
			4. Responsiveness of service providers	3	3

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

		5. Exit strategy (readiness and quality)	3	3
		6. Potential for scaling up and replication	4	4

- Justification: Project results remain limited in scope in terms of capacity building for production of improved planting materials, production, processing technologies and marketing. This is due to the fact that project activities are mainly implemented directly by PMU rather than service providers as planned. Given limited execution capacity of PMU, results while encouraging, are below targets. With regards to component 2 - Capacity building, low execution level contribute to low disbursement. Activities related to support for private agricultural service providers, in high demand by farmers groups, as well as organizational capacity building are yet to start. Supervision missions and June 2012 mid-term review recommended: (i) contracting of service organizations to enhance scope of project execution; (ii) attention to planning and execution of capacity building component to address implementation lag and pursue expected results; (iii) finalization of M&E systems and processes still in development; (iv) strengthening of overall project coordination and financial management. Based on these recommendations, Ministry of agriculture communicated to IFAD following measures to enhance implementation: (a) Replacement project's finance & administration Manager and capacity building head in PMU; (b) Recruitment of technical assistance to reorganize financial management unit and preparation and execution of a 6 month action plan to address financial management/procurement issues; (c) Recruitment of technical expertise to develop a work Programme for implementation of capacity building and marketing activities Project will move from direct execution to faire-faire through selection of service providers to scale up project implementation. September 2012 verification mission confirmed the weak capacity of PMU to implement project activities. Based on this, Ministry of agriculture communicated to IFAD the following :
 - Dismissal of the project team (Project Director, Capacity building head, Financial and administrative manager and monitoring and evaluation specialist) given their weak performance to manage the project;
 - Put in place an interim project management team for a period of 3 months to follow up current administrative affairs. During this period, a new PMU will be recruited following the provisions of the financial agreement;
 - Develop a road map for the above which execution will be closely followed up by the Ministry of agriculture and IFAD;
 - Recruitment of technical expertise to assist the Ministry of agriculture to execute this road map and ensure the startup of a new project team.

C. Overall Assessment and Risk Profile		Last	Current
C.1	Physical/financial assets	4	4
C.2	Food security	4	3
C 1	Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	4	3
Justification for rating: Project results with regards to technical support to farmers, input supply and production are encouraging but remain at a micro level compared to expected results at this stage of implementation. In order to scale up project implementation, supervision recommends contracting of service organizations to enhance scope of project execution. Level of planning and execution of capacity building component remain unchanged since mid-term review and requires specific action plan to address implementation lag. PMU needs to define specific strategy to encourage youth participation in project activities.			
C 2	Likelihood of achieving the development objectives (section B 3)	4	4
Justification for rating: Project results remain limited in scope due to the fact that project activities are mainly implemented by PMU rather than service providers as planned. Given limited execution capacity of PMU, results while encouraging, remain below targets at this stage.			
C 3	Risks	Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability	
Fiduciary aspects	2010 audit review rated risk related to financial management of PDAR red : (i) Audit reserves on statements of expenditures and management of special account; (ii) weak compliance with procurement procedures; (iii) ineligibility of some expenditures; (iv) weak functionality of financial software. PMU submitted an action plan to address the main issues. A consultant was recruited for 3 months to assist project in financial management and overall update of financial records.		
Project implementation progress	After 5 years of execution, loan disbursement rate is limited to 30%. This reflects limited scope of activities conducted to date. Project results with regards to technical support to farmer, input supply and production are encouraging but remain at a micro level compared to expected results at this stage of implementation. Execution of capacity building component is below target as the project has not put in place a strategy to achieve results: setup of rural training facilities, develop agricultural service providers, etc. Direct execution of activities by PMU has also limited project results and achievement of development objectives. The recruitment of a new capacity building component head is still on process.		
Outputs and outcomes	Main outputs and outcomes relate to: (i) training of farmers on production of improved agricultural inputs, and adapted farming techniques; (ii) support to farmer groups for set up of new plantations and basic processing technologies. Activities related to strengthening the capacities of farmers groups and marketing are yet to start.		
Sustainability	Some sustainability issues have been raised and require attention: Beneficiaries are mainly community elders; Project direct implementation modality; Weak implementation of capacity building/empowerment activities.		

D. Follow-up Action		
Issue/problem	Recommended Action	Status/Timing
Quality of financial and administrative management	Ministry of agriculture communicated to IFAD following measures to improve quality of financial and administrative management: <ul style="list-style-type: none"> - Dismissal of the project team (Project Director, Capacity building head, Financial and administrative manager and Monitoring and evaluation specialist) given their weak performance to manage the project; - Put in place an interim project management team for a period of 3 months to follow up current administrative affairs. During this period, a new PMU will be recruited following the provisions of the financial agreement; - Develop a road map for the above which execution will be closely followed up by the Ministry of agriculture and IFAD; - Recruitment of technical expertise to assist the Ministry of agriculture and interim team to execute this road map and ensure the startup of a new project team. 	March 2013
Weak Monitoring and Evaluation systems	<ul style="list-style-type: none"> - Finalization and full operationalization of M&E system, and processes - Project will recruit technical expertise such as National Institute for Statistics to document quantitative and qualitative results to date 	June 2013
Implementation modalities insufficiently based on "faire-faire"	<ul style="list-style-type: none"> - Project will move from direct execution to <i>faire-faire</i> through selection of service providers to scale up project implementation 	March 2013
Weak execution of capacity building component and marketing activities	<ul style="list-style-type: none"> - Replacement of capacity building head in PMU - Recruitment of technical expertise to develop a work programme for implementation of capacity building and marketing activities 	March 2013

Appendice 2 : Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Composante A : Promotion des filières agricoles		
1. Porter une attention particulière à la production des boutures de manioc et des plants de bananier issus des germoirs en vue de l'approvisionnement des producteurs engagés dans les microprojets ;	Superviseur filières	Immédiat
2. Finaliser l'évaluation des besoins en matière de semences d'arachide et procéder à la signature du contrat de collaboration avec l'IRAD Cameroun afin d'assurer l'approvisionnement des bénéficiaires des microprojets de production en semences certifiés d'arachide dès le démarrage de la première campagne agricole 2013.	Superviseur filières	Immédiat
3. Finaliser le recrutement de l'organisme spécialisé dans l'encadrement des producteurs afin d'assurer l'élaboration de la stratégie de mise en place d'un réseau de paysans semenciers et le plan de formation	Superviseur filières	Immédiat
4. Préparer le cahier des charge et finaliser les contrats de collaboration avec : (a) la chambre de Commerce de Douala au Cameroun, pour l'élaboration de l'étude de faisabilité, le plan d'affaire de l'atelier pilote de transformation et les modules de formations des jeunes encadrés par le projet sur la transformation du manioc afin de permettre le démarrage de la mise en place effective du Centre au 1 ^{er} trimestre 2013 et, (b) la Chambre de commerce du Gabon sur la gestion du centre - Le cahier de charge de cette dernière devant être précisé sur la base du plan d'affaire de l'atelier pilote.	Superviseur filières	Immédiat
5. formaliser les modalités de collaborations avec la FAO pour l'introduction des champs école paysan ;	Superviseur filières	31 mars 2013
6. formaliser la poursuite du partenariat avec l'IRAF pour l'encadrement technique des TAC et des paysans	Superviseur filières	31 mars 2013

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
semenciers.		
7. Adopter une programmation des formations en technique de multiplication d'arachide basée sur la disponibilité des semences certifiées à fournir par l'IRAD de manière à assurer l'impact attendu de la formation. A cet effet, sur la base de la programmation en cours, l'UGP pourrait organiser deux sessions de formation : une session de formation basée sur les semences locales pour les producteurs ayant déjà engagée la préparation des sols et qui utilisent traditionnellement ce type de semence et, une session formation avec les semences améliorées dès leur livraison par l'IRAD.	Superviseur filière	Immédiat
8. Susciter la création des micro-entreprises de prestation de service pour assurer la gestion des services de mécanisation agricole. Dans ce cadre, l'action des cadres de concertation des groupements de producteurs porteront sur la planification des demandes de travaux et la négociation avec les micro-entreprises des modalités d'accès des groupements aux services proposés.	Superviseur filière	31 Mars 2013
9. Accélérer le démarrage des études préliminaires relatives à la mise en œuvre des activités de commercialisation - conception du système d'information sur les prix des produits cibles du projet et préparation de la démarche et le programme de travail	Superviseur filière	immédiat
10. Assurer le démarrage des appuis effectifs à l'organisation de la commercialisation;	Superviseur filière	immédiat
11. Développer une démarche cohérente sur le choix des lieux d'implantation des Centres de groupage et la définition des modalités de gestion desdits centres de groupage intégrant l'information et la sensibilisation des autorités et des groupements et impliquant dès le départ les bénéficiaires de manière à assurer la mobilisation de leur contribution à la construction de ces ouvrages et leur appropriation.	Superviseur filière	31 Mars 2013
12. Procéder au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation.	Superviseur filière	immédiat
Composante B : Renforcement des capacités des acteurs		
13. Mobiliser une expertise qualifiée pour l'appuyer dans l'élaboration d'une stratégie et d'un programme de travail couvrant : (i) l'information et la sensibilisation des groupements ; Sur la base d'un plan de communication, l'UGP devrait mobiliser les prestataires requis et	Directeur PDAR /superviseur RC	31 Mars 2013

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
coordonner sa mise en œuvre ; (ii) La formation des paysans relais et des membres des comités de gestion, la formation au bénéfice des opérateurs privés basée comme prévu sur le faire-faire ; (iii) les actions de structuration et d'appui à l'organisation des producteurs ; (iv) Les appuis prévus pour l'émergence d'opérateurs et micro-entreprises agricoles, en ciblant particulièrement les jeunes ruraux pour cette activité.		
14. Elaborer un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées Baka en collaboration avec l'UNICEF.	Directeur PDAR /superviseur RC	31 Mars 2013
15. Mobiliser des compétences pour la préparation et l'exécution d'un plan d'action spécifique pour l'implantation du centre d'appui rural et des appuis au service statistique provincial ;	Directeur PDAR /superviseur RC	31 Mars 2013
16. Procéder aux formations de mise à niveau de tous les TAC n'en ayant pas encore bénéficié pour leur permettre d'assumer effectivement leurs fonctions de manière à assurer l'intégration et la planification des résultats obtenus dans le cadre des activités du PTBA 2013	Directeur PDAR /superviseur RC	immédiat
17. Porter une attention particulière au pilotage stratégique du projet à travers une meilleure coordination et suivi des activités permettant d'éviter les retards d'exécution et de valoriser l'approche du faire-faire retenue par le projet.	Directeur PDAR	Immédiat
Composante C : Coordination, suivi et évaluation		
18. Finaliser les TDR de capitalisation des résultats du projet en collaboration avec la Direction Nationale des Statistiques	Responsable Suivi-évaluation	15 Mars 2013
19. Assurer le démarrage de l'étude de capitalisation des résultats du projet;	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013
20. Organiser une concertation interne avec les superviseurs des composantes pour clarifier la situation de la remontée des données sur le suivi-évaluation et établir les responsabilités ;	Responsable Suivi-évaluation /Directeur du projet	Immédiat
21. Organiser un atelier de mise à niveau des TAC sur l'utilisation des fiche de collecte des données et établir de manière rigoureuse la périodicité et la procédure de validation ;	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat
22. Organiser d'ici un atelier de formation des groupements sur le remplissage des fiche de collecte à leur niveau ;	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013
23. Développer une matrice de suivi de l'exécution des activités planifiées afin d'informer régulièrement l'UGP sur les délais d'exécution et le niveau de résultat atteint, garantissant ainsi un piloté informé du projet. .	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
24. Porter une attention spécifique au suivi des dépenses sur la catégorie IV décaissée à 89,6% et si requis, considérer l'opportunité d'une réallocation des fonds pourrait être considérée.	RAF	Immédiat
25. S'assurer que toutes les pièces justificatives soient dûment annexées à chaque paiement afin d'assurer l'amélioration continue de la gestion financière.	RAF	Continue
26. Accélérer les travaux de mise à jour de la comptabilité en cours, pour la justification du compte spécial et à son réapprovisionnement.	Directeur Projet/SAF	Immédiat
27. Tirer parti de la présence de l'expertise internationale en gestion administrative et financière pour finaliser les plans prévisionnels mensuels de trésorerie sur la base du PTBA, du plan de passation des marchés et des éléments de planification rapprochée des activités. Les plans de trésorerie devront être portés à la connaissance de l'équipe du Projet lors des réunions de programmation.	Directeur du Projet /SAF	Immédiat
28. S'assurer de la mise en application effective des procédures de contrôle interne conformément au manuel des procédures et autres procédures convenues ainsi qu'aux recommandations de la revue à mi-parcours avec une attention particulière sur la finalisation de la mise à jour de l'ensemble des outils et procédures de gestion de la petite caisse dans le respect des règles de contrôle interne.	Directeur du Projet /SAF	Immédiat
29. Compte tenu des délais requis pour la prise de fonction du nouveau RAF et du travail à poursuivre pour finaliser le redressement de la gestion administrative et financière du PDAR, mobiliser une nouvelle expertise auprès du SAF pour la mise en place et l'exécution continue d'un programme de travail intégré et continue pour la finalisation du redressement de gestion financière du PDAR incluant la prise en compte des recommandations émanant des missions de diagnostic en gestion administrative et financière, en passation des marchés, des audits, des missions de supervision/revue à mi-parcours.	Directeur du Projet	immédiat
30. Formaliser et finaliser le système de codification et de marquage des immobilisations.	SAF	Mars 2013
31. Prendre en compte le respect des horaires de travail dans l'utilisation des chauffeurs	SAF/directeur de projet	Immédiat
32. Procéder au renouvellement des contrats de travail expirés pour le personnel requis par l'UGP sur la base des évaluations des performances et des conditions de renouvellement.	SAF/directeur de projet	Immédiat
33. Engager la mise en place des appuis à la transformation et la commercialisation des productions des bénéficiaires	Superviseur composante filière	immédiat

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
de manière à leur permettre de tirer les revenus conséquents et garantir l'impact attendu du projet.		
34. Définir une démarche et engager l'appui à l'organisation et à la structuration des producteurs permettant la gestion des fonctions d'approvisionnement en plants, de transformation, de commercialisation.	Directeur du Projet /responsable composante renforcement des capacités	Immédiat
35. Renforcer la collaboration avec la Direction Provinciale de l'Agriculture du Ntem pour définir conjointement les modalités pérennes de gestion des investissements collectifs et de l'accompagnement technique des producteurs.	Directeur du Projet	Immédiat
36. S'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat

Appendice 3 : Suivi des recommandations de la mission de revue à mi-parcours du PDAR au 25 septembre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
COMPOSANTE A : PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES AYANT UN GRAND POTENTIEL DE MARCHÉ				
1.	Étendre à toutes les filières la collaboration avec la FAO pour l'introduction des champs école paysan comme support à l'apprentissage et à la diffusion des innovations	Superviseur filières/superviseur RC	Immédiat	<p><u>Recommandation non exécuté.</u></p> <p>L'accord de collaboration avec la FAO a été mise à jour mais n'est pas encore signée par les deux parties.</p> <p>L'UGP a engagé des démarches auprès du CIAM et la Direction Régionale du Développement Rural de l'Estuaire qui pilotent le Projet TCP-Manioc de la Province de l'Estuaire cofinancé par la FAO et l'Etat Gabonais sur la Formation des facilitateurs endogènes et exogènes des champs école paysan, dans la perspective de confier la mise en place des champs école au CIAM.</p>
2.	Développer une stratégie visant à créer un réseau de paysans semenciers pour répondre de manière autonome à la demande en matériel végétal de plantain	Superviseur filières	Immédiat	<p><u>Recommandation en cours d'exécution</u></p> <p>L'UGP a entamé le processus de recrutement d'un organisme spécialisé dans l'encadrement des producteurs pour l'élaboration d'une stratégie de mise en place d'un réseau de paysans semenciers et l'élaboration d'un plan de formation..</p>
3.	Former les Techniciens d'Appui Conseil à la technique PIF de multiplication rapide pour leur permettre d'assurer l'encadrement des bénéficiaires dans ce domaine	Superviseur filières	Décembre 2012	<p><u>Recommandation exécutée</u></p> <p>10 TAC sur 15 ont été formés du 11 au 26 septembre 2012 au cours de la première session de formation sur la technique PIF organisée dans le département du Haut Come et de l'Okano.</p> <p>Les 5 autres TAC seront formés à la seconde session de formation prévue du 29 septembre au 6 octobre 2012 dans les départements du Haut Ntem et du Ntem.</p>

REPUBLIQUE GABONAISE
 Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
 Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
 Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
4.	Poursuivre le partenariat avec l'IRAF, afin de maintenir un encadrement technique de qualité des TAC et des paysans semenciers	Superviseur filières/superviseur RC	Continu	<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u></p> <p>L'avenant et le contrat de collaboration ont été discutés et finalisés avec le Directeur Général de l'IRAF qui a donné son accord sur les activités définies. Les activités retenues par les deux parties seront intégrées dans le PTBA 2013 pour entamer leur réalisation en 2013..</p>
5.	Confirmer la disponibilité d'options d'approvisionnement de semences améliorées en arachide pour poursuivre l'appui à de nouveaux microprojets dans cette filière Les microprojets déjà mis en place pour cette spéculation continueront de bénéficier d'un suivi par le PDAR	Superviseur filières	Décembre 2012	<p><u>Recommandation exécutée</u></p> <p>L'UGP a pris contact avec l'IRAD au Cameroun et a discuté en juillet 2012 des possibilités d'approvisionnement de semences d'arachide améliorée. Le Responsable de cette structure a donné son accord pour l'établissement d'un partenariat avec le PDAR.</p> <p>Il reste à l'UGP de formaliser cet accord et de passer la commande ferme d'ici Décembre 2012 en vue de permettre à l'IRAD de mettre en place les champs semenciers à la première campagne agricole 2013 pour fournir au PDAR les semences certifiées. Ces semences devront être mises à la disposition des paysans semenciers et des porteurs des microprojets de production d'arachide à la deuxième campagne agricole 2013</p>
6.	Finaliser avec l'IGAD les modalités, le budget et le site d'implantation de l'atelier pilote de transformation en vue de sa fonctionnalité d'ici fin 2012	Superviseur filières/superviseur RC	Décembre 2012	<p><u>Recommandation non exécuté</u></p> <p>L'IGAD n'a pas fait des propositions concrètes pour la mise en place de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide à Oyem.</p> <p>Face à cette difficulté et sur la base des échanges avec le Bureau Pays du FIDA à Yaoundé, l'UGP a effectué un voyage d'échanges d'expérience en août 2012 au Centre d'Incubation Pilote (CIP) de Douala sur la transformation de manioc, placé sous la tutelle de la Chambre de Commerce du Cameroun, pour s'approprier de la démarche et des modalités de sa mise en place, son mode de gestion et de fonctionnement. Ces échanges ont abouti à la proposition d'établissement d'un partenariat avec la Chambre de Commerce du Cameroun pour l'élaboration</p>

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
				<p>d'une étude de faisabilité et l'organisation des formations au profit des jeunes encadrés par le projet sur la transformation du manioc. Le processus de signature de contrat de collaboration a été entamé. L'UGP prévoit l'élaboration de cette étude au mois de décembre 2012.</p> <p>L'UGP envisage également à associer la Chambre de Commerce du Gabon à cette initiative. Toutefois les modalités restent à définir.</p>
7.	Prendre en compte le financement aux groupements des équipements de production, des investissements et des formations relatifs aux activités de post-récolte et de commercialisation selon une approche filière	Superviseur filières	Décembre 2012	<p><u>Recommandation exécutée partiellement</u></p> <p>L'UGP a engagé le processus de recrutement d'un consultant international pour mettre à jour la typologie et le budget de microprojet, en vue de prendre en compte les équipements de production, investissement et formation relatifs aux activités post-récolte/commercialisation.</p> <p>Cette consultation sera réalisée au mois de novembre 2012. Les résultats de la consultation seront mis à la disposition des bénéficiaires à travers les campagnes d'information et de sensibilisation qui seront organisés à la première semaine du mois de décembre 2012 ; en vue de collecter les besoins des bénéficiaires. Ces besoins seront intégrés dans le PTBA 2013 pour leur financement.</p>
8.	Élaborer une note technique sur la typologie des équipements éligibles pour prise en compte par les groupements au moment de la formulation de leurs microprojets	Superviseur filières	Décembre 2012	<p><u>Recommandation exécutée partiellement</u></p> <p>L'UGP a engagé le processus de recrutement d'un consultant international pour mettre à jour la typologie et le budget de microprojet, en vue de prendre en compte les équipements de production, investissement et formation relatifs aux activités post-récolte/commercialisation.</p> <p>Cette consultation sera réalisée au mois de novembre 2012. Les résultats de la consultation seront mis à la disposition des bénéficiaires à travers les campagnes d'information et de sensibilisation qui seront organisés à la première semaine du mois de décembre 2012 ; en vue de collecter les besoins des bénéficiaires. Ces besoins seront intégrés dans le PTBA 2013 pour leur financement.</p>
9.	Intégrer dans la stratégie d'intervention:	Coordonnateur/ Superviseur filières	Immédiat	<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u></p>

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	<ul style="list-style-type: none"> – Le financement de microprojets portés par des groupements de producteurs de type familial constitué d'au moins 5 personnes – La création des micro-entreprises rurales prestataires de services au profit des jeunes pour la prise en charge des activités d'aménagement des sites de production intégrant des appuis en équipements et en conseils techniques comme prévu dans le projet – La mise en place de coopératives d'utilisation de matériel agricole pour la gestion de la mécanisation des activités de préparation de sol (motoculteur, etc.) – L'harmonisation de la charge de travail des TAC en tenant compte dans leur déploiement du nombre de microprojets suivis et des distances à couvrir – Une planification intégrant le SAF pour assurer la 			<ul style="list-style-type: none"> - 53 microprojets sur 95 microprojets approuvés par la 6^{ème} CTAMF du 14 août 2012 sont portés par des groupements de producteurs de type familial. - La préparation des TDR en vu du recrutement d'un Cabinet/Bureau international pour la réalisation des activités préliminaires pour la mise en place des micro-entreprises rurales est en cours et couvrira les aspects suivants : i) étude de marché pour les services agricoles ; ii) identification des besoins d'appui à l'émergence d'entrepreneurs ruraux ; iii)préparation des modèles économiques de micro entreprises rurales et du plan de mise en œuvre (investissement et encadrement). - Aucune action n'a été faite jusque-là en matière d'organisation des bénéficiaires sur l'utilisation du matériel agricole. - La charge de travail des TAC sera harmonisée sur la base de la typologie des microprojets qui n'est pas encore réalisé. Le redéploiement des TAC sera effectif en 2013 sur la base des priorités du PTBA et des orientations de la stratégie d'intervention du PDAR - Les superviseurs des composantes ont élaboré un chronogramme trimestriel d'activités de juillet à septembre 2012 et évalué les coûts des activités retenues permettant au SAF d'élaborer un plan de

REPUBLIQUE GABONAISE
 Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
 Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
 Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	disponibilité des financements et la passation de marchés dans les délais requis pour la bonne exécution des activités			trésorerie. Cette recommandation reste est continue.
10.	Mettre en place une démarche structurée pour l'organisation et la mise en marché des produits pour susciter de relations commerciales durables basées sur : l'identification des acheteurs, l'organisation des producteurs pour le groupage des produits, la diffusion des informations sur les prix, la négociation commerciale, etc.	Superviseur filières	Décembre 2012	<u>Recommandation exécutée partiellement</u> L'UGP a préparé les TDR en vue du recrutement d'un consultant/organisme spécialisé en commercialisation, pour préparer la démarche et le programme de travail relatifs à l'organisation des ateliers de concertation entre tous les acteurs des filières et, d'un consultant pour la conception d'un système d'information sur les prix au niveau des marchés.
11.	Tenir compte dans la stratégie de financement des microprojets de leur localisation afin de susciter une masse critique de production permettant de la mise en place à un coût efficient des appuis à la transformation et la commercialisation	Directeur/ Superviseur filières	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> Masse critique de microprojets de production identifiées par les TAC et programmée dans 11 zones d'intervention du projet.
12.	Soutenir les initiatives de concertation développées au niveau cantonal par certains groupements de producteurs de la zone de Bissok pour répondre aux besoins en prestations de services pour l'aménagement	Superviseur filières	Décembre 2012	<u>Recommandation non exécutée</u> L'UGP n'a pas encore mis en place la stratégie d'accompagnement des micro-entreprises de prestation de services.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	des sites de production			
13.	Procéder à une identification des sites d'implantation des centres de groupage en concertation avec les autorités décentralisées et les groupements de producteurs de manière à proposer un plan et chronogramme de leur mise en place, et les modalités durables de leur gestion au niveau local	Directeur / Superviseur filières	Décembre 2012	<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u></p> <p>Le projet a organisé une séance de travail avec le Conseil départemental du Ntem (Bitam) et les organisations de producteurs pour le choix du lieu d'implantation d'un centre de groupage dans le département du Ntem et les modalités durables de sa gestion. Aux termes des échanges, le lieu d'implantation a été identifié dans le canton Mvezé (axe Meyo Kyé-Nsimi). D'autres réunions avec les communautés de base permettront de valider les lieux retenus, discuter sur les propositions de modalités de gestion et envisager un chronogramme indicatif d'exécution.</p> <p>De même, 4 réunions sont prévues dans les départements du Haut Ntem, du Woleu, de l'Okano et du Haut Como avec les autorités concernées et les communautés de base.</p>
COMPOSANTE B : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES DIFFERENTS ACTEURS				
14.	Assurer la programmation/exécution annuelle des activités de renforcement des Capacités à hauteur des résultats à atteindre en fin de projet (Rappel dernière supervision)	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	<p><u>Recommandation non exécutée</u></p> <p>Le superviseur n'ayant pas encore été recruté, elle sera prise en compte pendant l'élaboration du PTBA 2013</p>
15.	Fournir dans les rapports d'activités les informations qualitatives sur thèmes et résultats des formations	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	<p><u>Recommandation exécutée</u></p> <p>Les informations quantitatives relatives aux sessions de formations organisées sur la formation en approche participative, l'animation rurale et sur le développement organisationnel sont intégrées dans le rapport du 1^{er} semestre 2012.</p>
16.	Soumettre au FIDA le dossier d'acquisition du petit outillage	RAF	Immédiat (Rappel dernière	<p><u>Recommandation exécutée</u></p>

REPUBLIQUE GABONAISE
 Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
 Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
 Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	et compléter le processus d'acquisition dans un délai de 8 semaines en conformité avec les règles de passation de marchés		supervision)	Le petit outillage a été acquis en août 2012 et mis à la disposition des bénéficiaires.
17.	Assurer la mise en place et démarrage d'un programme d'encadrement de proximité des paysans-relais sur la durée restante du projet, avec objectifs, thèmes, programme d'exécution et résultats poursuivis	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	<u>Recommandation non exécutée</u> Superviseur Composante licencié et recrutement d'un nouveau pas encore achevé.
18.	Mener des campagnes d'information ciblant spécifiquement les jeunes afin de renforcer leur compréhension et intéressement aux opportunités offertes par le PDAR	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	<u>Recommandation non exécutée</u> L'UGP a préparé les TDR en vue du recrutement d'un organisme pour la réalisation d'un plan de communication et d'un programme d'information et de sensibilisation des populations sur les opportunités offertes par le PDAR et la démarche d'intervention (jeunes, femmes, exploitations familiales et typologies des microprojets).
19.	Identifier les jeunes déjà impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet (germoirs, prestation services, microprojets) et les inviter à témoigner sur leur réussites lors sessions des campagnes d'information/communication ciblées sur les jeunes	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u> L'UGP a identifié 13 jeunes qui pourraient témoigner pendant la campagne d'information/communication. Cependant le plan de communication et les outils ne sont pas encore en place.
20.	Mettre en place et démarrer un programme d'appui aux opérateurs privés intervenant	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u> L'UGP a préparé les TDR en vue du recrutement d'un Cabinet/Bureau

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	en amont/aval des filières ciblées et de développement social			international pour la réalisation des activités préliminaires : i) réalisation d'une étude de marché pour les services agricoles ; ii) identification des besoins d'appui à l'émergence d'entrepreneurs ruraux ; iii) préparation des modèles économiques de micro entreprises rurales et du plan de mise en œuvre (investissement et encadrement). Cette consultation devra être finalisée pour permettre à l'UGP d'intégrer les activités retenues dans le PTBA 2013.
21.	Mettre en place les formations, les dotations, et l'encadrement prévus pour le développement des opérateurs privés intervenant en amont/aval des filières ciblées	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	<u>Recommandation non exécutée</u> L'UGP a préparé les TDR en vue du recrutement d'un Cabinet/Bureau international pour la réalisation des activités préliminaires : i) réalisation d'une étude de marché pour les services agricoles ; ii) identification des besoins d'appui à l'émergence d'entrepreneurs ruraux ; iii) préparation des modèles économiques de micro entreprises rurales et du plan de mise en œuvre (investissement et encadrement). Cette consultation devra être finalisée pour permettre à l'UGP d'intégrer les activités retenues dans le PTBA 2013.
22.	Préparer un programme de travail spécifique pour le démarrage sans retard supplémentaire des activités de renforcement des capacités institutionnelles	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	<u>Recommandation non exécutée</u> Superviseur de la composante non recruté après licenciement.
23.	Mobiliser une expertise qualifiée pour l'appuyer dans l'élaboration d'une stratégie et d'un programme de travail couvrant: – L'information et la sensibilisation des	Directeur du projet	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u>

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	groupements. Sur la base d'un plan de communication, l'UGP devrait mobiliser les prestataires requis et coordonner sa mise en œuvre – La formation des paysans relais et des membres des comités de gestion, formation au bénéfice des opérateurs privés basée comme prévu sur le faire-faire – Les actions de structuration et d'appui à l'organisation des producteurs – Les appuis prévus pour l'émergence d'opérateurs et micro-entreprises agricoles, en ciblant particulièrement les jeunes ruraux pour cette activité, au vu de leurs intérêts à la génération de revenus alternatifs leur permettant de faire face à leurs besoins essentiels en attendant l'entrée en production de leur plantation			
24.	Élaborer un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées Baka en collaboration avec l'UNICEF	Superviseur Renforcement Capacités	Janvier 2013	<u>Recommandation non exécutée</u>
25.	Mobiliser des compétences pour la préparation et l'exécution d'un plan d'action spécifique pour l'implantation	Directeur du projet	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u> Aucune action engagée pour le Centre d'appui rural. S'agissant du service statistique provincial, l'UGP a préparé les TDR pour le

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	du centre d'appui rural et des appuis au service statistique provincial encore bénéficié pour leur permettre d'assumer effectivement leurs fonctions			recrutement d'un Consultant National pour la mise en place d'un programme en vue de l'opérationnalisation du service et assurer l'accompagnement dans la mise en œuvre du modèle proposé. Toutefois le recrutement n'est pas encore lancé.
26.	Procéder aux formations de mise à niveau de tous les TAC n'en ayant pas bénéficié pour leur permettre d'assumer effectivement leurs fonctions	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> L'UGP a organisé un atelier de formation en approche participative, en animation rurale et en développement organisationnel du 27 juin au 02 juillet 2012 au profit des 15 TAC.
COMPOSANTE C: COORDINATION, SUIVI-EVALUATION DU PROJET				
27.	Mobiliser la Direction Nationale des statistiques ou tout autre institut compétent pour réaliser une étude sur l'impact du PDAR à date, et documenter ainsi la contribution du projet à la réduction de la pauvreté dans sa zone d'intervention	RSE	Décembre 2012	<u>Recommandation non exécutée</u> Les TDR pour la mobilisation de la DGSEE sont en cours de finalisation..
28.	Finaliser la régularisation des données essentielles antérieures à la mise en place du SSE	RSE	Juillet 2012	<u>Recommandation exécutée</u> Les données ont été mises à jour et sont régulièrement collectées par les Techniciens d'Appui Conseil
29.	Organiser une réunion avec les TAC et les superviseurs pour discuter des problèmes rencontrés dans le traitement des fiches de collecte de données et trouver des solutions adaptées ; une implication plus	RSE	juillet 2012	<u>Recommandation non exécutée</u> Pour des raisons de calendrier, la réunion avait été reportée et devrait être réalisée avant la fin d'année 2013

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	accrue du superviseur de la composante Renforcement des capacités pour assurer la remontée des informations concernant ses activités est nécessaire			
30.	Renforcer les capacités des groupements de producteurs pour la collecte des informations techniques et financières relatives à la mise en œuvre des microprojets et la gestion des groupements dans leur ensemble	RSE/Superviseur RC	Immédiat	<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u> Depuis la rentrée en production des microprojets mis en œuvre en 2010 et 2011, les données relatives à la production et aux recettes obtenues sont collectées par les TAC via les producteurs et sont transmises à l'UGP pour exploitation Une session spécifique de renforcement des capacités réunissant les groupements et les TAC est programmée avant la fin d'année 2012</p>
31.	Finaliser la révision du cadre logique du projet pour mettre entre autres à jour les indicateurs sur la base de l'expérience de mise en œuvre	RSE et appui superviseurs composantes	juin 2012	<p><u>Recommandation exécutée</u> Le cadre logique a été révisé et envoyé au FIDA en juin 2012</p>
32.	Renforcer la collaboration avec la Direction Provinciale de l'Agriculture du Ntem et définir conjointement les modalités pérennes de gestion des investissements collectifs et de l'accompagnement technique des producteurs	Directeur	Décembre 2012	<p><u>Recommandation non exécutée</u> Une réunion de travail avec les services de la Direction Régionale de l'Agriculture est prévue avant la fin d'année 2012 pour définir la feuille de route pour la gestion des investissements collectifs et l'accompagnement des producteurs</p>
33.	Porter une attention spécifique au suivi des dépenses sur les catégories (3, 4 et 6) indument imputées afin de vérifier la disponibilité suffisante des	RAF	Continue	<p><u>Recommandation Exécutée en continue</u> Certaines erreurs d'imputation ont été corrigées. Une attention est portée sur les imputations suivantes.</p>

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	ressources pour les activités prévues. Si requis, l'opportunité d'une réallocation des fonds devrait être considérée			
34.	Inclure dans le format des fiches de dépenses, la catégorie de dépenses et leur éligibilité à valider par les Responsables de composantes	RAF	Immédiat	<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u></p> <p>-Une fiche d'exécution budgétaire a été proposée et validée avec l'ensemble du personnel, techniciens et superviseur au cours d'une réunion de travail le 7 septembre 2012 ;</p> <p>-Une 2^{ème} fiche de liquidation des avances a été élaborée afin de mieux suivre les charges à constater et les comptes auxiliaires des agents.</p> <p>L'utilisation de ces fiches reste encore partielle</p>
35.	Finaliser la situation des dépenses du projet sur le compte spécial, afin de soumettre pour remboursement les montants éligibles et ramener le Compte Spécial au niveau requis pour le financement régulier des engagements et activités du Projet	RAF	15 juin 2012	<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u></p> <p>Trois (3) DRF sont élaborées à partir de mai 2012:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La DRF 19 (septembre 2011 à décembre 2011), - La DRF 20 (janvier à février 2012), - La DRF 21 (mars à mai 2012) générée automatiquement sur le logiciel Tompro. <p>La reconstitution du compte spécial au 31 mai 2012 a été faite et justifiée.</p>
36.	Régulariser le préfinancement sur le compte de Prêt FIDA pour le financement d'activités relevant du compte de Don	RAF	15 juin 2012	<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u></p> <p>Une partie a été remboursée par virement n°299 du 28/06/12 montant 3.949.100 FCFA. Concernant les dépenses de la catégorie 4 effectuées en 2010, le montant doit être budgétisé en 2013 afin que le compte Don FIDA rembourse le prêt FIDA.</p>
37.	Procéder au remboursement des dépenses éligibles au Prêt FIDA préfinancées sur les fonds de contrepartie	RAF		<p><u>Recommandation partiellement exécutée</u></p> <p>Les dépenses effectuées directement sur le Compte de Contrepartie feront l'objet d'une demande de remboursement selon la procédure 4, par contre en ce qui concerne les autres préfinancements qui ont nécessité un reversement de fonds sur le Compte Spécial, un montant de 25.000.000 FCFA a été remboursé sur les 85.0000.000FCFA par virement n°420 du 28/08/12</p>
38.	Reverser au Compte spécial le	RAF	15 juin 2012	<u>Recommandation exécutée</u>

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	montant des dépenses inéligibles identifiées par la mission de décembre 2011 qui sont de FCFA 12,3 millions (USD 24 645)			Un reversement a été effectué par virement n°269 du 08/06/2012 pour un montant de 12.421.000FCFA
39.	Assurer l'élaboration d'un plan prévisionnel de trésorerie sur la base du PTBA et du Plan de Passation des Marchés ainsi que des éléments de la planification rapprochée des activités. Le plan de trésorerie devra être mis à jour mensuellement et porté à la connaissance de l'équipe du Projet lors des réunions de programmation du personnel	RAF	15 juin 2012	<u>Recommandation non exécutée</u> Un plan de trésorerie a été élaboré avec l'appui du Consultant Alou mais ce plan n'a pas été mis à jour régulièrement afin d'être un véritable outil de gestion prévisionnelle.
40.	Mobiliser une expertise technique en gestion administrative et financière pour assister l'UGP dans la préparation de son plan de gestion financière, et l'organisation du SAF	RAF	15 juin 2012	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Le Projet a eu l'appui d'un Consultant en passation des marchés et d'un Consultant en gestion financière qui ont, chacun à son niveau, fait un diagnostic opérationnel de la fonction administrative et financière du PDAR et proposer des mesures correctives. En Juillet 2012, le Projet a mobilisé une expertise internationale en gestion administrative et financière pour assurer l'intérim du RAF. Ce qui a permis au SAF de mieux s'organiser dans la ségrégation des tâches et la mobilisation des ressources Le plan de gestion financière reste toujours à développer et à mettre en œuvre
41.	Assurer au 30 mai, la mise à jour des livres comptables	RAF	30 mai 2012	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Les livres comptables sont mis à jour jusqu'en mai 2012. La saisie et le classement des pièces comptables se poursuivent.
42.	Procéder à un arrêté mensuel	RAF	Immédiat et	<u>Recommandation partiellement exécutée</u>

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	de la caisse et assurer le respect des seuils de caisse autorisés		continue	- Le seuil de réapprovisionnement est respecté, - Les arrêtés de caisse sont faits jusqu'en mai. Les caisses n'ont pas été arrêtées à la fin des mois de juin à août.
43.	Achever les corrections comptables et analytiques et réviser ses états financiers 2011	RAF	Immédiat	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Certaines corrections ont été faites et les états financiers audités.
44.	Procéder à la codification et au classement de toutes les pièces et documents comptables	RAF	Immédiat et continue	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Les pièces comptables sont classées jusqu'en mai 2012 Le classement des pièces des autres mois est en cours.
45.	Préparer les DRF de façon automatique au travers du logiciel TOMPRO	RAF	Juillet 2012	<u>Recommandation exécutée</u> Une mise à jour du logiciel a été faite pour permettre l'élaboration automatique des DRFs. La DRF n°20 a été tirée comme DRF test et la DRF n°21 de mars en mai 2012 a été élaborée automatiquement.
46.	Recontacter le prestataire dans les meilleurs délais pour procéder à un paramétrage des états financiers conformes aux fonctionnalités requises pour la gestion des projets FIDA	RAF	Juillet 2012	<u>Recommandation exécutée</u> Le paramétrage du logiciel a été revu par le prestataire. Ce qui permet d'éditer automatiquement les états financiers (bilan, TER, suivi budgétaire) conformes au format du FIDA.
47.	Prendre des dispositions pour assurer un SAF ayant la capacité d'assurer les fonctions de gestion administrative et financière du PDAR	MAEPDR	Septembre 2012	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Diverses actions ont été engagées : - Recrutement d'un consultant en passation de marchés en juin ; - Recrutement d'un consultant en gestion administrative et financière en juillet ; - Recrutement d'un expert international en gestion administrative et financière, assurant l'intérim du RAF. Le Recrutement du RAF titulaire est en cours. Le PV de recrutement est en attente d'approbation par le Ministre.
48.	Assurer par le SAF : - Le paiement des arriérés de salaire dès réapprovisionnement du Compte spécial - Une gestion de trésorerie	Directeur	Immédiat	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> - Les arriérés de salaires ont été payés dès le mois de juin et il n'y a plus d'arriérés de salaires à ce jour. - Le retard sur l'élaboration des DRF n'a pas permis au projet de garantir une gestion de trésorerie appropriée, cependant le projet sera à mesure de payer ses

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Etat de mise en œuvre
	appropriée pour garantir le paiement des engagements – La prise en compte des heures de travail dans l'utilisation des chauffeurs – L'application de la réglementation gabonaise en matière de frais de mission – Le renouvellement des contrats de travail expirés pour le personnel requis par l'UGP sur la base des évaluations des performances et des conditions de renouvellement			engagements à partir du paiement de sa 1ère DRF générée automatiquement par le logiciel TOMPRO. Dorénavant, le délai d'élaboration des DRF sera plus court. - En ce qui concerne la prise en compte de des heures de travail dans l'utilisation des chauffeurs aucune disposition n'est formalisée. - La réglementation gabonaise en matière de frais de mission n'est pas applicable car non avantageuse. -La mise à jour des contrats de travail n'est pas encore faite
49.	Formaliser le système de codification pour permettre sa compréhension et l'opérationnalisation du suivi des immobilisations dans le logiciel de gestion du Projet	Comptable	Immédiat	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Le système de codification a été revu en tenant compte des spécificités du logiciel TOMPRO. Le marquage physique sur l'ensemble des immobilisations reste à faire.

Appendice 4 - Données d'analyses Financières

1. Situation de trésorerie au 26.09.2012 en FCFA

COMPTE	N° DE COMPTE	SOLDE
COMPTE SPECIAL PRÊT FIDA A UGB	17652973111 - 34	24 266 649
COMPTE SPECIAL DON FIDA A UGB	17652973112 - 31	12 986 731
COMPTE DE CONTREPARTIE A UGB	17652973110 - 37	32 088 133
COMPTE DE CONTREPARTIE A CDC	16100000455 / 09	52 553 900
TOTAL BANQUE		121 895 413
CAISSE - FONDS FIDA		530 918
CAISSE - FONDS DE CONTREPARTIE		251 862
TOTAL CAISSE		782 780
TOTAL GENERAL		122 678 193

Sources : Relevés bancaires et livres de caisse tenus par le PDAR

2. Situation du Compte de Don au FIDA

Situation des décaissements en DTS au 25.09.2012

N°	CATEGORIE	ALLO- CATION	DECAIS- SEMENT 2011	DECAIS- SEMENT 2012	TOTAL	Tx DECAISSE- MENT	SOLDE
Avance initiale			37,66	38 118,71	38 156,37	100%	-38 156,37
II	Equipements - Matériels - Véhicules	30 000			0,00	0,00%	30 000,00
III	A. Techn./Formation/Information	130 000	44 323,24		44 323,24	34,09%	85 676,76
IV	Etudes	30 000			0,00	0,00%	30 000,00
TOTAL		190 000	44 360,90	38 118,71	82 479,61	43,41%	107 520,39

Les pourcentages de décaissement nuls des catégories 2 et 4 s'expliquent par l'imputation sur les fonds du Prêt FIDA des dépenses éligibles au Don.

Ces dépenses sont relatives aux activités du suivi-évaluation réalisées de 2008 à 2010 avant la mise à disposition des fonds du Don et à l'enquête SYGRI de 2011.

Le montant de ces dépenses arrêté par l'UGP au 30.04.2012 s'élève à **FCFA 50 429 908** (USD 100 059) et est détaillé comme suit :

Nature dépense	Montant	N° DRF	Cat Prêt FIDA chargée	Cat Don FIDA à charger
Mobilier de bureau	1 151 123	3	2	2
Matériel informatique	1 739 650	3	2	2
Salaire RSE mars à juin 2008	4 526 800	4	7	3
Salaire RSE juil. à déc. 2008	7 196 475	3	7	3
Salaire RSE mars à janv. à avril 2009	4 615 700	3	7	3
Salaire RSE mars à mai à sept. 2009	6 385 280	3	7	3
Atelier FRAO sur suivi évaluation	3 079 240	8	3	3
Enquête Sygri	21 735 640	8	4	4
Total	50 429 908			

Recommandations : Transmettre au FIDA les informations nécessaires à la régularisation des comptes de Prêt et de Don ou procéder directement aux régularisations lors de l'émission des DRF du Prêt FIDA et de la mobilisation des fonds du Don.

3. Situation du compte spécial du prêt FIDA

L'état de rapprochement du compte spécial du prêt FIDA établi par l'UGP au 26.09.2012 se présente comme suit :

Taux DTS utilisé dans les évaluation financières

Base : Paiement effectué par le FIDA sur le PRET le 03 août 2012

Montant FCFA	52 897 503		
Montant DTS	65 508,58		
Taux DTS	1 DTS =	807,49	807,49

Taux USD utilisé dans les évaluation financières

Base : Paiement effectué par le FIDA sur le PRET le 03 août 2012

Montant FCFA	52 897 503		
Montant USD	98 745,67		
Taux USD	1 USD =	535,69	535,69

Contribution des bénéficiaires

	2009-2010	2 011	2 012
Appui			
Microprojets	8 038 815	31 219 080	188 978 285
Total FCFA	8 038 815	31 219 080	188 978 285

Ce rapprochement appelle les observations suivantes :

- i. L'écart de rapprochement présente un écart négatif non encore justifié de FCFA 74 715.
- ii. Les dépenses éligibles au Prêt FIDA préfinancées par les fonds de Contrepartie virés sur le Compte désigné du Prêt s'élève à FCFA 66 440 595.
- iii. Les fonds du Prêt FIDA ont préfinancé les dépenses éligibles à la Contrepartie Gabonaise pour un montant de FCFA 6 408 013.

En outre l'UGP a établi à **FCFA 98 109 579** le montant des dépenses éligibles au Prêt FIDA directement réglées à partir du compte de Contrepartie.

Recommandations :

- a. *Procéder aux régularisations des préfinancements dans les meilleurs délais.*
- b. *Afin de rétablir l'équilibre financier du projet et éviter les tensions de trésorerie sur les fonds du Prêt, solliciter l'autorisation du FIDA pour utiliser la Procédure IV - Remboursement afin de régulariser les dépenses préfinancées par la Contrepartie Gabonaise.*

OBLIGATIONS DE FINANCEMENT PAR SOURCE DE FINANCEMENT AU 25.09.2012

Source de financement	Monnaie	Montant Approuvé	Décaissement Réel	Taux de décaissement
PRÊT FIDA	DTS	3 800 000	1 575 901	41,47%
DON FIDA	DTS	190 000	82 480	43,4%
ETAT	USD	2 177 000	1 999 283	91,84%
BENEFICIAIRES	USD	256 000	431 024	168,37%

DECAISSEMENTS REELS ET PREVISIONNELS DU PRÊT FIDA AU 25.09.2012 - EN DTS

N°	Catégorie	Allocation Initiale	Décaissement Réel	Taux décais. Réel	Solde au 25.09.2012	DRF en cours de traitement au PDAR	Total Décaissement Prévisionnel	Taux décais. Prévisionnel	Solde Prévisionnel
Avance initiale			292 289,73	100%	-292 289,73		292 289,73	100%	-292 289,73
I	Génie Civil et Rural	20 000	12 788,21	63,94%	7 211,79		12 788,21	63,9%	7 211,79
II	Equipement	280 000	204 052,71	72,88%	75 947,29	1 739,96	205 792,67	73,5%	74 207,33
III	A. Techn./Format°/Informat°	730 000	275 769,13	37,78%	454 230,87	9 054,03	284 823,16	39,0%	445 176,84
IV	Etudes	110 000	98 557,78	89,60%	11 442,22	1 548,01	100 105,79	91,0%	9 894,21
V	Microprojets de Filières	1 380 000	151 394,68	10,97%	1 228 605,32	35 914,56	187 309,24	13,6%	1 192 690,76
VI	Prestations de services	350 000	183 483,77	52,42%	166 516,23	12 323,40	195 807,17	56%	154 192,83
VII	Salaires et Indemnités	380 000	278 822,35	73,37%	101 177,65	14 945,50	293 767,85	77,3%	86 232,15
VIII	Coûts de fonctionnement	170 000	78 742,32	46,32%	91 257,68	4 645,59	83 387,91	49,1%	86 612,09
IX	Non alloué	380 000			380 000,00				380 000,00
TOTAL		3 800 000	1 575 900,68	41,47%	2 224 099,32	80 171,04	1 656 071,72	43,6%	2 143 928,28

DRF en traitement au : 1DTS = 807,49 FCFA (source Paiement FIDA du 03 août 2012)

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

REGISTRE DES DRF DU PRET FIDA AU 25.09.2012 - EN FCFA

N°DDE	Nature	BENEFICIAIRE	CATEGORIE DE DEPENSES								AVANCE EN COMPTE SPECIAL	MONTANT PAYE	MONTANT DEMANDÉ	ECART	
			CAT 1	CAT 2	CAT 3	CAT 4	CAT 5	CAT 6	CAT 7	CAT 8					
Année: 2009															
1	DP	PDAR									220 000 001	220 000 001	220 000 000	1	(a)
2	DPD	TOYOTA GABON		68 406 780								68 406 780	68 406 780	0	
3	DRF	PDAR	9 001 295	35 471 045	2 250 000		13 236 670	5 265 000	51 688 880			116 912 890	116 912 890	0	
4	DPD	DN PROJETS FIDA			18 038 100				18 161 100			36 199 200	36 250 230	-51 030	(b)
TOTAL 2009			9 001 295	103 877 825	20 288 100	0	13 236 670	5 265 000	69 849 980	0	220 000 001	441 518 871	441 569 900	-51 029	
Année: 2010															
5	DRF	PDAR		25 334 321	21 640 475	5 889 900		10 898 163	24 618 596	1 754 714		90 136 169	90 136 169	0	
6	DRF	PDAR		2 597 000	29 109 530			10 956 230	10 643 754	1 600 006		54 906 520	54 908 770	-2 250	
TOTAL 2010			0	27 931 321	50 750 005	5 889 900	0	21 854 393	35 262 350	3 354 720	0	145 042 689	145 044 939	-2 250	
Année: 2011															
7	DRF	PDAR		194 907	8 923 403	12 672 125	2 242 500	8 529 571	23 870 183	5 110 543		61 543 232	61 543 232	0	
8	DRF	PDAR		3 208 102	41 331 876	21 735 640	7 029 450	12 238 525	24 860 402	11 387 640		121 791 635	123 374 339	-1 582 704	(c)
10	DPD	CEAC						7 430 000				7 430 000	7 430 000	0	
12	DPD	SGEC						12 059 487				12 059 487	12 059 487		
9	DRF	PDAR		2 843 250	22 425 078	7 989 220	5 596 500	553 500	6 934 594	5 711 372		52 053 514	52 053 514	0	
13	DPD	SGEC						18 440 217				18 440 217	18 440 217	0	
TOTAL 2011			0	6 246 259	72 680 357	42 396 985	14 868 450	59 251 300	55 665 179	22 209 555	0	273 318 085	256 460 572	-1 582 704	
Année: 2012															
11	DRF	PDAR			25 605 894	1 846 000	8 547 210	13 368 549	7 184 774	2 727 417		59 279 844	59 279 844	0	
15	DPD	SGEC						17 085 463				17 085 463	17 085 463	0	
17	DRF	PDAR			19 984 138	14 488 370	12 088 345	172 000	10 690 156	980 421		58 403 430	58 403 430	0	
18	DRF	PDAR		9 733 898	2 636 000	9 874 490	33 219 775	12 160 069	9 009 379	2 851 943		79 485 554	79 485 554	0	

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

REGISTRE DES DRF DU PRET FIDA AU 25.09.2012 - EN FCFA

N° DDE	Nature	BENEFICIAIRE	CATEGORIE DE DEPENSES								AVANCE EN COMPTE SPECIAL	MONTANT PAYE	MONTANT DEMANDE	ECART	
			CAT 1	CAT 2	CAT 3	CAT 4	CAT 5	CAT 6	CAT 7	CAT 8					
19	DRF	PDAR			5 244 720		24 786 919	3 553 320	8 045 560	14 709 788		56 340 307	56 340 307	0	
20	DRF	PDAR			10 147 965		11 168 300	6 823 207	10 530 442	14 227 589		52 897 503	52 897 503	0	
TOTAL 2012				9 733 898	63 618 717	26 208 860	89 810 549	53 162 608	45 460 311	35 497 158	0	323 492 101	323 492 101	0	
TOTAL DECAISSEMENT au 25/09/			9 001 295	147 789 303	207 337 179	74 495 745	117 915 669	139 533 301	206 237 820	61 061 433	220 000 001	1 183 371 746	1 166 567 512	-1 635 983	
DEMANDES EN COURS															
21	DRF	PDAR		1 405 000	7 311 041	1 250 000	29 000 650	9 951 019	12 068 340	3 751 267			64 737 317		(d)
TOTAL DEMANDES EN COURS			0	1 405 000	7 311 041	1 250 000	29 000 650	9 951 019	12 068 340	3 751 267	0	0	64 737 317	0	

(a) Dépenses inéligibles

(b) Dépenses non éligibles à la catégorie spécifiées - Erreurs d'imputation

(c) DRF en cours de traitement au FIDA

(d) DRF en cours de traitement à la DGD

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

REGISTRE DES DRF DU PRET FIDA AU 25.09.2012 - EN USD

N°DDE	Nature	BENEFICIAIRE	CATEGORIE DE DEPENSES								AVANCE EN COMPTE SPECIAL	MONTANT PAYE	MONTANT DEMANDE
			CAT 1	CAT 2	CAT 3	CAT 4	CAT 5	CAT 6	CAT 7	CAT 8			
Année: 2009													
1	DP	PDAR									428 827,01	428 827,01	
2	DPD	TOYOTA GABON		147 773,09								147 773,09	
3	DRF	PDAR	20 396,93	80 377,39	5 098,50		29 994,29	11 930,49	117 127,01			264 924,61	
4	DPD	DN PROJETS FIDA			39 265,63				39 533,38			78 799,01	
TOTAL 2009			20 396,93	228 150,48	44 364,13	0	29 994,29	11 930	156 660,39	0	428 827,01	920 323,72	
Année: 2010													
5	DRF	PDAR		52 309,52	44 682,57	12 161,28		22 502,18	50 831,70	3 623,08		186 110,33	
6	DRF	PDAR		5 526,14	61 941,98			23 313,69	22 648,78	3 404,64		116 835,23	
TOTAL 2010			0	57 835,66	106 624,55	12 161,28	0	45 815,87	73 480,48	7 027,72	0	302 945,56	
Année: 2011													
7	DRF	PDAR		406,84	18 626,08	26 450,89	4 680,84	17 804,02	49 824,92	10 667,38		128 460,97	
8	DRF	PDAR		7 043,14	90 740,98	47 718,93	15 432,62	26 868,74	54 579,11	25 000,69		267 384,21	
10	DPD	CEAC						15 471,44				15 471,44	
12	DPD	SGEC						25 111,39				25 111,39	
9	DRF	PDAR		5 856,33	46 189,66	16 455,65	11 527,29	1 140,06	14 283,41	11 763,90		107 216,30	
13	DPD	SGEC						36 697,34				36 697,34	
TOTAL 2011			0	13 306,31	155 556,72	90 625,47	31 640,75	123 092,99	118 687,44	47 431,97	0	580 341,65	
Année: 2012													
11	DRF	PDAR			49 645,80	3 579,10	16 571,69	25 919,51	13 930,14	5 288,03		114 934,27	
15	DPD	SGEC						34 788,04				34 788,04	
17	DRF	PDAR			38 566,38	27 960,38	23 328,69	331,93	20 630,40	1 892,07		112 709,85	
18	DRF	PDAR		18 537,16	5 019,98	18 804,90	63 263,47	23 157,54	17 157,39	5 431,22		151 371,66	

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

REGISTRE DES DRF DU PRET FIDA AU 25.09.2012 - EN USD

N°DDE	Nature	BENEFICIAIRE	CATEGORIE DE DEPENSES								AVANCE EN COMPTE SPECIAL	MONTANT PAYE	MONTANT DEMAMDE
			CAT 1	CAT 2	CAT 3	CAT 4	CAT 5	CAT 6	CAT 7	CAT 8			
19	DRF	PDAR			9 790,51		46 270,62	6 633,11	15 018,94	27 459,29		105 172,47	
20	DRF	PDAR			18 943,57		20 848,27	12 737,13	19 657,55	26 559,15		98 745,67	
TOTAL 2012				18 537,16	121 966,24	50 344,38	170 282,74	103 567,26	86 394,42	66 629,76		617 721,96	
TOTAL DECAISSEMENT au 25/09/2012			20 396,93	317 829,61	428 511,64	153 131,13	231 917,78	284 406,61	435 222,73	121 089,45	428 827,01	2 421 332,89	
DEMANDES EN COURS													
20	DRF	PDAR		2 622,79	13 647,90	2 333,44	54 137,00	18 576,08	22 528,59	7 002,68			120 848,47
TOTAL DEMANDES EN COURS			0	2 622,79	13 647,90	2 333,44	54 137,00	18 576,08	22 528,59	7 002,68			120 848,47

DECAISSEMENTS DU DON FIDA AU 25.09.2012 - EN DTS

N°	CATEGORIE	ALLO- CATION	DECAIS- SEMENT 2011	DECAIS- SEMENT 2012	TOTAL	Tx DECAISSE- MENT	SOLDE
Avance initiale			37,66	38 118,71	38 156,37	100%	-38 156,37
II	Equipements - Matériels - Véhicules	30 000			0,00	0,00%	30 000,00
III	A. Techn./Formation/Information	130 000	44 323,24		44 323,24	34,09%	85 676,76
IV	Etudes	30 000			0,00	0,00%	30 000,00
TOTAL		190 000	44 360,90	38 118,71	82 479,61	43,41%	107 520,39

REGISTRE DES DECAISSEMENTS DU DON FIDA AU 25.09.2012 - EN FCFA

N°DDE	Nature	BENEFICIAIRE	AVANCE RECUE	MONTANT JUSTIFIE				AVANCE A JUSTIFIER	NOTES
				CAT 2	CAT 3	CAT 4	TOTAL		
Année: 2011									
1	DRF	PDAR	33 750 000		33 721 350		33 721 350	28 650	(a)
TOTAL 20011			33 750 000		33 721 350		33 721 350	28 650	
Année: 2012									
2	DRF	PDAR	29 500 000					29 500 000	(b)
TOTAL 2012			29 500 000					29 500 000	
(a)	Solde avance 2011 à justifier								
(b)	Avance 2012 à justifier en fin d'exercice								

REGISTRE DES DECAISSEMENTS DU DON FIDA AU 25.09.2012 - EN USD									
N°DDE	Nature	BENEFICIAIRE	AVANCE RECUE	MONTANT JUSTIFIE				AVANCE A JUSTIFIER	NOTES
				CAT 2	CAT 3	CAT 4	TOTAL		
Année: 2011									
1	DRF	PDAR	68 795,77		68 737,37		68 737,37	58,40	(a)
TOTAL 20011			68 795,77		68 737,37		68 737,37	58,40	
Année: 2012									
2	DRF	PDAR	58 572,45					58 572,45	(b)
TOTAL 2012			58 572,45					58 572,45	
(a)	Solde avance 2011 à justifier								
(b)	Avance 2012 à justifier en fin d'exercice								

ETAT DE MOBILISATION DES FONDS DE CONTREPARTIE AU 25.09.2012

ANNEE	MONTANT PREVU		MONTANT RECU		SOLDE		ANNEE DE PAIEMENT	OBSERVATION
	FCFA	USD	FCFA	USD	FCFA	USD		
2008	172 000 000	345 729	184 000 000	369 849	12 000 000	24 121	2 009	Trop payé par l'Etat Gabonais
2009	288 000 000	578 894	288 000 000	578 894	0	0	2 011	
2010	240 000 000	482 412	240 000 000	482 412	0	0	2 010	
2011	250 000 000	497 216	285 654 150	568 127	35 654 150	70 911	2011 et 2012	- 98 154 150 FCFA reçus en 2011 qui sont des fonds initialement virés au FIDA par l'Etat Gabonais et reversés au PDAR. - 187 500 000 FCFA reçus en compte le 07.06.2012 - Trop payé au titre de l'année 2011 de 35 654 150 FCFA
2012	260 000 000	515 873			-260 000 000	-515 873		
TOATAL	1 210 000 000	2 420 124	997 654 150	1 999 283	-212 345 850	-420 841		

CONTRIBUTIONS DES BENEFICIAIRES AU 25.09.2012

	2009-2010	2 011	2 012	TOTAL
Montant FCFA	8 038 815	31 219 080	188 978 285	228 236 180
Montant USD	16 158	62 090	352 769	431 018

Détail des dépenses éligibles au fonds du Prêt FIDA et préfinancées par les fonds de contrepartie – Montant au 31.05.2012 (A demander en remboursement par la Procédure IV)

Date	N° pièce	Libellé	Montant
07/02/2011	00302	IPACON Impress calend/payé sur FCP	750 000
25/07/2011	03707	Carb véh 161M246 OM036/cpteB	85 000
28/07/2011	05007	Carb véh 161M628 OM037/11	49 500
29/08/2011	07408	Achat carte de recharge Chffeurs	2 800
29/08/2011	07508	Carte de recharge recrutement TAC	5 600
27/09/2011	04409	Virement IGAD payé par F CP	7 650 500
10/10/2011	00610	Vrmt Good business confect° gadgets	5 772 600
13/10/2011	001310	Ch7168058 Toyota 56% (par FIDA)	96 812
21/10/2011	01410	7168062 Unitée de Trsf payée /FCP	500 000
21/10/2011	01510	7168063 TAMTO Payé sur FCP	193 200
25/10/2011	3510	Vrt 665 sal personnel FIDA	4 022 780
26/10/2011	03910	Vrt GIPA Achat fourn par F CP (56%)	103 220
26/10/2011	004010	Vrmt GAbon Méca part FIDA	104 521
04/11/2011	00211	Ch7168074 OBIANG EKOMO payé/FCP	252 500
04/11/2011	00511	Vrmt Gabon M payé par F CP	115 209
07/11/2011	00611	Ch7168076 MENDAME 80% perd /FCP	1 312 214
07/11/2011	00611	Ch7168077 N'NANG 80% perd F /FCP	1 312 214
07/11/2011	00711	Ch7168081 MBONDJI 80% perd /FCP	1 202 863
07/11/2011	00711	Ch7168083 MOUSSOUNDA 80% perd/FCP	1 202 863
07/11/2011	00711	Ch7168080 NDOONG NGUEMA 80%/FCP	1 202 863
07/11/2011	00711	Ch7168079 EDZIMA 80% perd /F CP	1 202 863
07/11/2011	00711	Ch7168078 MOUNDOUNGA 80% perd/FCP	1 202 863
07/11/2011	00711	Ch7168082 MOULOUNGUI 80% perd/FCP	1 202 863
07/11/2011	00811	Ch7168084 MBOULOU 80% perd /FCP	546 756
07/11/2011	00811	Ch7168085 ZUE Marie Odette 80%/F CP	546 756
07/11/2011	00811	Ch7168086 MENGUE 80% perd/F CP	546 756
07/11/2011	00811	Ch7168087 MBENG 80% perd /F CP	546 756
09/11/2011	01311	Ch7168097 BOUANGA M. perd PDMT/FCP	270 000
09/11/2011	01411	Ch7168098 MEZUI M'ASSEKO perd /F CP	270 000
09/11/2011	01411	Ch7168099 NKUIE perd PDMT/F CP	120 000
09/11/2011	01411	Ch7168100 MBADINGA perd PDMT/F CP	120 000
09/11/2011	011511	Ch7760091 ONDO(panneaux)/cp	160 000
09/11/2011	01611	Ch770094 MODI form. PIF/FCP	548 300
09/11/2011	01811	Ch7760096 BIYE (RTG9)/payé sur F CP	200 000

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

Date	N° pièce	Libellé	Montant
11/11/2011	01911	Ch7760097KORUM brochures /F CP	340 000
11/11/2011	02111	Ch776009 Sogatra (locat° 5 bus /FCP	8 700 000
11/11/2011	02411	Ch7760102 affiches/dépliants FCP	1 687 500
11/11/2011	02811	Achat cartouche d'encre 712	42 903
11/11/2011	03011	carb bus 6è forum payé sur FCP	33 000
11/11/2011	03111	Frais restauration avec le CPM/FCP	40 712
11/11/2011	03311	Carb véh 125M746 VIP forum/ CFP	30 000
11/11/2011	03411	Entretien véh 161M247payé sur F CP	2 240
12/11/2011	02511	Ch7760103 Korum S.(prospectus)/FCP	450 000
12/11/2011	02611	Ch7760104 four bureau payé sur FCP	124 924
12/11/2011	03611	Carb véh 125M324/741 VIPforum/ FCP	60 000
12/11/2011	03711	Carb véh 161M247 6è Forum/ F CP	27 500
12/11/2011	03811	Carb bus 6ème Forum payé sur F CP	55 800
12/11/2011	03911	Fourn bureau 6è Forum payé sur F CP	47 200
13/11/2011	04011	Carb véh 161M628/247 payé FCP	50 000
13/11/2011	04211	Achat 4 multiprises payé sur F CP	11 200
13/11/2011	04311	Parking ADL161M247 payé sur FCP	1 000
14/11/2011	03111	Achat des rejets payés sur F CP	330 000
14/11/2011	03411	Ch7760106 Trx infograph payés/ FCP	2 000 000
14/11/2011	03511	Frais contribut° forum payé sur FCP	2 300 000
14/11/2011	03611	EFOUA 80% perd F. payé sur F CP	984 161
15/11/2011	03811	fourn bureau payé sur F CP	52 064
15/11/2011	05411	Carb véh trspt déléga°payé sur FCP	60 500
15/11/2011	05511	Fourn bureau Forum payé sur F CP	12 500
15/11/2011	05611	Achat fourn. 6è Forum payé sur F CP	58 093
15/11/2011	05811	Carb véh 6è Forum payé sur F CP	25 000
16/11/2011	04011	Sogatra fact locat°payée sur F CP	1 050 000
16/11/2011	04111	Good Business payé sur F CP	8 658 900
16/11/2011	05911	Carb véh VIP payé sur F CP	60 000
16/11/2011	06011	Carb motos payé sur FCP	30 000
17/11/2011	04411	Locat° 4 bus payé sur F CP	4 420 000
17/11/2011	04611	Locat°mat audio visuel paté sur FCP	1 855 000
17/11/2011	06511	Achat fourn bureau payé sur F CP	20 000
17/11/2011	06611	Carb bus Forum payé sur F CP	83 000
17/11/2011	06811	Achat 3 billets payés sur F CP	164 700
18/11/2011	07011	Carb véh trsp déléga°/ F CP	15 000
18/11/2011	07111	Carb véh 161M247Forum payé sur FCP	33 200
20/11/2011	07411	Carb véh 161J395 forum payé sur FCP	10 000

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

Date	N° pièce	Libellé	Montant
20/11/2011	07511	Carb véh 161M628 forum payé sur FCP	20 000
21/11/2011	04711	Perd MODI 80% gerموir payé sur FCP	240 000
21/11/2011	04711	Perd MEZUI 80% gerموir payé sur FCP	240 000
21/11/2011	04711	Perd NKUI 80% gerموir payé sur FCP	240 000
21/11/2011	04711	Perd MBADINGA 80% payé sur FCP	240 000
21/11/2011	04911	Ch7760118 Remb RAF dépenses Forum/	419 759
21/11/2011	05111	Ch7760131 MABIKA MABIKA Serge	500 000
21/11/2011	05111	Ch7750132 MOUSSAVOU BOUKHONDZOU	500 000
21/11/2011	05111	Ch7760126 ADIE J;Bperd chfieur 6è F	150 000
21/11/2011	05111	Ch7760127 KOMBILA Thiéry oerd 6ème	150 000
21/11/2011	05111	Ch7750128 AKENDENGUE perd forum	150 000
21/11/2011	05311	Ch7760134 N'NANG perd3nuitée /F CP	410 067
21/11/2011	05411	Ch7760135 IrocomCD forum/FCP	4 110 000
21/11/2011	07611	Carb bus 6è Forum payé sur F CP	40 000
22/11/2011	05511	Ch7760136 (solde râpe) payé /F CP	744 500
22/11/2011	07811	Carb véh 161J395 Forumpayé sur FCP	20 000
23/11/2011	08311	Carb véh 161M246 payé sur F CP	16 800
23/11/2011	08611	Entretien véh 161M191 payé sur FCP	12 819
24/11/2011	05711	Ch7760138 Achat engrais payés /FCP	9 231 048
25/11/2011	05911	Achat pièces motos payées sur FCP	576 486
25/11/2011	09011	Achat chasse eau payé sur F CP	14 522
25/11/2011	09211	Achat encre imprimante payé sur FCP	105 280
26/11/2011	09411	Carb véh 161M246 payé sur F CP	14 672
28/11/2011	07611	Vrmt sal 11/2011 pers FIDA	4 022 780
28/11/2011	09611	Carb véh 161M628 payé sur F CP	26 656
29/11/2011	10111	Carb véh 161M628 payé sur F CP	28 000
29/11/2011	10411	Travaux plomberie payé sur F CP	17 136
29/11/2011	10511	Carb moto n°7 payé sur F CP	14 000
30/11/2011	07911	Hebergemt et buqet Bureau pays /FCP	1 608 630
30/11/2011	08011	Ch7760156 Bitam express payé /FCP	168 000
30/11/2011	11811	Paiement papier Glacé payé sur F CP	8 400
30/11/2011	11911	Cab véh 161M246 payé sur F CP	11 200
30/11/2011	12211	Carb moto n°10 ZANG payé sur F CP	14 000
01/12/2011	00112	Ch7760158 EDZIMA 80% perd /FCP	300 716
01/12/2011	00112	Ch7760162 MBONDJI 20% perd/FCP	300 716
01/12/2011	00112	Ch7760161MOULOUNGUI20% perd/FCP	300 716
01/12/2011	00112	Ch7760159 NDONG NGUEMA 20% /FCP	300 716

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

Date	N° pièce	Libellé	Montant
01/12/2011	00112	Ch7760157 MOUNDOUNGA 20% perd/FCP	300 716
01/12/2011	00112	Ch7760160 MOUSSOUNDA 20% perd/FCP	300 716
01/12/2011	00212	Ch7760163 EFOUA perd20% payé sur FCP	246 040
01/12/2011	00312	Ch7760164 MENDAME perd20% payé /FCP	328 054
01/12/2011	00312	Ch7760165 N'NANG perd20% 6ème F.	328 054
01/12/2011	00412	Ch7760166 MBONDJI mise à disposit°	1 002 500
01/12/2011	00512	Ch7760169 MENGUE perd 20% /FCP	136 689
01/12/2011	00512	Ch7760170 MBENG 20% perd /FCP	136 689
01/12/2011	00512	Ch7760167 MBOULOU perd20% sur FCP	136 689
01/12/2011	00512	Ch7760168 ZUE Marie Odette 20% perd	136 689
01/12/2011	00112	Carburant véh 161M596 payé sur F CP	14 000
01/12/2011	00212	Carb véh 161M628 payé sur F CP	14 000
01/12/2011	00312	Carb véh 161M584 payé sur F CP	14 000
01/12/2011	00412	Carb moto n°6 Mathieu payé sur F CP	5 600
01/12/2011	00512	Caeb moto n°5 Meye payé sur F CP	9 520
02/12/2011	00712	Carb véh projet payé sur F CP	140 954
02/12/2011	00912	Carb véh 161M584 payé sur F CP	5 600
02/12/2011	01112	Carb véh 161M584 payé sur F CP	6 160
05/12/2011	00712	Ch776177billonnage MP payé sur FCP	200 000
05/12/2011	00812	Ch7760178 Ctn°17/05/11 payé /FCP	100 000
05/12/2011	00912	Ch7760180 solde CT 067 payé sur FCP	1 000 000
05/12/2011	01312	Carb moto n°4LIMBOULA payé sur FCP	2 800
05/12/2011	01012	Ch7760179 prestat° MP payé sur FCP	312 000
08/12/2011	1112	Ch7760184 Achat fourn bureau	12 454
08/12/2011	1112	Ch7760184 Achat tambour photocopie	70 000
08/12/2011	1112	Ch7760184 Envoi DHL CD forum	231 032
08/12/2011	1112	Ch7760184 Carb véh 161M191 OM 047	37 492
08/12/2011	1112	Ch7760184 Achat fourn bureau	20 000
08/12/2011	1212	Entretien véh payé sur F CP	194 544
15/12/2011	05712	Carb véh Projet payé sur F CP	51 699
		TOTAL	98 109 579

Appendice 5 - Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Section 1.05 « Nomination de l'Institution Coopérante »	Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies (UNOPS) sera nommé en qualité d'Institution Coopérante.	Depuis le démarrage, le Projet est en supervision directe. Cette disposition est à annuler par le FIDA.
Section 2.04 « Compte d'Avance du Don »	b) une fois le Compte d'Avance du Don ouvert, le Fonds, sur demande de l'Emprunteur effectuera en son nom, des retraits du Compte Don, pour des montants qui sont établis dans chaque PTBA, et les déposera sur le Compte d'Avance du Don	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Il a été approvisionné en 2011 et 2012 pour un montant total de FCFA 63,25 millions.
Section 3.02 « Programme de Travail et Budget annuel	b) L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année	Le projet de PTBA a été soumis au FIDA en février 2012.
Section 3.04 « Fonds de contrepartie »	c) L'emprunteur effectue un premier dépôt de FCFA 172 millions sur le Compte de projet. (...), et reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considéré	Les fonds de contrepartie inscrits au PIP au titre de L'exercice 2012 de FCFA 260 millions. ne sont pas encore payés au projet. En ce qui concerne l'exercice 2011, le Projet a reçu FCFA 35 millions de lus que les 250 millions inscrits au PIP
Section 4.02 « Rapport d'activités »	Transmission d'un rapport semestriel d'activités dans les trois mois suivant la fin du semestre	Un rapport d'exécution à mi-parcours a été élaboré par le projet dans le cadre de la revue à mi-parcours. Un autre rapport couvrant le 1 ^{er} semestre 2012 a été élaboré.
Section 5.01 « Etats financiers »	L'UGP prépare chaque année fiscale les états financiers des opérations (...). et les présente au Fonds et à l'Institution Coopérante dans les 3 mois suivant la fin de chaque année fiscale	Les états financiers de l'exercice 2010 ont été transmis au FIDA le 13 mai 2011. Ceux de l'exercice 2011 ont été transmis au FIDA le 02 mai 2012. Le rapport d'audit est parvenu au FIDA dans les délais.
Annexe 2 « Affectation et retrais des fonds du prêt et du don »	Les dépenses relatives aux activités du S/E au SYGRY ainsi qu'au matériel informatique doivent être mobilisées sur les catégories 2, 3, et 4 du don	Ces dépenses ont été payées sur les CS/prêt et remboursées par le FIDA ; des régularisations ont été recommandées.

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Annexe 3, I, A 2.2 et 3 « Composition CNPS et CCTP »	<ul style="list-style-type: none"> Le CNPS et le CCTP se réuniront deux fois par an en session ordinaire et aussi souvent que nécessaire 	<ul style="list-style-type: none"> De mars 2008 à avril 2012, le CNPS et le CCTP ont tenu 7 réunions chacun.
Annexe 3, I, 5.2 « Composition de l'UGP »	Deux volontaires des Nations Unies spécialistes respectivement en commercialisation des produits agricoles et approche participative appuieront le démarrage des activités du Projet dans ces deux domaines pendant les deux premières années.	Les deux VNU n'ont pas été recrutés.
Annexe 3, II, 3 « Assurance du personnel de projet »	Le personnel du projet sera assuré contre les risques de maladie et d'accident.	Le Projet a contracté une assurance maladie pour le personnel depuis le 01 juillet 2011

Appendice 6 - Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

I - Composante : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

1.1 - Sous composante : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Superficie des parcs à bois villageois	Ha	33	26	15,9	48,2%	11	9	82%	24,9	75,45%
2	Nombre de boutures améliorées de manioc	Nbre	5 280 000	3 696 000	905 000	17,1%	1 150 000	506.000	44%	1.411.000	26,72%
3	Superficie des collections provinciales de manioc	Ha	3,3	3,3	0,6	18,2%	-	-	-	0,6	18,2%
4	Superficie des collections provinciales de bananeraie	Ha	1	1	2	200,0%	-	-	-	2	200%
5	Superficie des parcelles de multiplication des bananiers issus des cultivars locaux	Ha	2	2	2,5	125,0%	-	-	-	2,5	125%
6	Nombre de germoirs	Nbre	37	10	8	21,6%	15	15	100%	23	62,16%
7	Nombre de plants bananiers issus des germoirs	Nbre	90 000	30 000	9097	10,1%	30 000	14.000	47%	23.097	26%
8	Superficie de semences améliorées d'arachide	Ha	7,92	4,2	9,1	114,9%	2	1	50%	10,1	128%
9	Quantité de semences améliorées d'arachide	Tonne	6,33	3,36	1,05	16,6%	4,1	2,5	61%	3,55	56,08%
10	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication de manioc	Session	2	2	2	100%	1	1	100%	3	150%
11	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication et sélection des bananiers	Session	2	2	0	0%	-	0	0%	0	0%
12	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication des plants de bananiers par PIF	session	30	11	8	27%	15	18	120%	26	86,66%
13	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication et de transformation de l'arachide	Session	2	2	0	0%	2	0	0%	0	0%

1.2 - Sous composante : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre de microprojets (genre) mis en œuvre	Nbre	288	192	86	30%	125	193	154,40%	279	97%
2	Superficie des Plantations de manioc emblavée	Ha	880	616	56	6%	140	77,5	55,35%	133,50	15,17%
3	Superficie des plantations de manioc amélioré emblavée	Ha	528	369,6	55	10,4%	140	77,5	55,35%	132.50	25%
4	Superficie des plantations de manioc local emblavée	Ha	352	246,4	1	0,3%	0	0	0%	1	0,3%
5	Superficie des Plantations de banane améliorées/cultivars locaux emblavée	Ha	620	434	101,5	16%	240	227	95%	328.5	53%
6	Superficie des plantations en bananiers (sélectionnés ou améliorés) emblavée	Ha	372	261	3,3	0,9%	18	8.7	48.33%	12	3,23%
7	Superficie des Plantations de bananiers (cultivars locaux) emblavée	Ha	248	173	98,2	39,6%	222	218.3	98.33	316.5	127.6%
8	Superficie des Plantations d'arachide améliorée emblavée	Ha	63,3	56	7	11%	20	14	70%	21	33,17%
9	Quantité de manioc produite	Tonne	9240	6468	119	1%	1.326	1.150	87%	1.269	14%
10	Quantité de banane produite	Tonne	11222	7855,54	46,8	0,4%	1.783	1.827	102.46%	1874	17%
11	Quantité d'arachide produite	Tonne	101,28	89,6	2,24	2%	64	23.5	37%	26	26%

1.3 - Sous composante : Appui à la commercialisation

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre d'études de marché réalisées	Nbre	1	1	1	100%	-	-	-	1	100%
2	Nombre de réunions d'information sur le micro crédit (par genre) organisées	Nbre	4	3	0	0%	1	0	50%	0	0%
4	Nombre de centres de groupage mis en place	Nbre	33	23	0	0%	10	0	0%	0	0%
5	Nombre d'Accords commerciaux signés	Nbre	240	240	0	0%	86	3	3.48%	3	1.25%
6	Nombre d'ateliers départementaux de concertation par filière organisés	Nbre	25	15	0	0%	15	0	0%	0	0%
7	Nombre d'ateliers provinciaux de concertation par filières	Nbre	5	3	0	0%	2	1	50%	1	20%

II - Composante : Renforcement des capacités des différents acteurs

2.1 - Sous composante : 2.1 Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA 2012	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre de spots réalisés	Nbre	24	24	24	100,0%	24	0	0%	24	100%
2	Nombre de villages touchés	Nbre	484	484	455	94,0%	29	29	100%	484	100%
3	Nombre d'Organisations paysannes fonctionnelles	Nbre	240	240	83	34,6%	157	189	120,38%	272	113,33%
4	Nombre de paysans relais bénéficiant des formations spécifiques	Nbre	480	480	101	21,0%	314	27	9%	128	27%
5	Nombre de membres des comités de gestion des OP bénéficiant des formations spécifiques	Nbre	960	960	190	19,8%	525	20	4%	210	22%
6	Nombre de femmes dans les OP	Nbre	120	120	878	731,7%	272	1.436	528%	2.314	1.928%
7	Nombre de Paysans relais actifs	Nbre	480	480	166	34,6%	314	27	9%	193	40 %
8	Nombre d'Organisations faîtières créées et opérationnelles	Nbre	3	0	0	0%	0	0	0%	0	0%
9	Nombre de personnes bénéficiant des Visites et échange d'expériences	Nbre	498	348	111	22,3%	338	150	44,37%	261	52,40%
10	Nombre d'opérateurs privés et micro entreprises appuyés par le projet	Nbre	90	90	0	0,0%	55	0	0%	0	0%
11	Nombre de participants aux formations/ateliers concours socio-sanitaires	Nbre	255	255	263	103,1%	135	0	0%	263	103,1%

2.2 : Sous composante : Renforcement des capacités institutionnelles

N°	Indicateurs	Unité	Objectif RPE	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA 2012	Réalisé à date	Taux		
1	Nbre de centre d'appui rural opérationnel	Nbre	1	1	0	0%	0	0	0%	0	0%
2	Nombre de cadres du projet et autres opérateurs d'appui conseil formés en approche participative et animation rurale	Nbre	31	31	31	100%	31	28	90,32%	59	190%
3	Nombre de cadres du projet formés en développement organisationnel	Nbre	16	16	7	44%	9	16	178%	16	100%
4	Nombre de cadres du projet et autres opérateurs d'appui conseil formés en approche filière	Nbre	27	0	0	0%	27	0	0%	0	0%
5	Nombre d'enquête statistique sur l'évolution de la production agricole	Nbre	3	2	1	50%	0	0	0%	1	33,33%

III- Composante : Coordination, suivi et évaluation

3.1- Sous composante : Unité de gestion du projet

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre d'Audits annuels réalisées	Nbre	7	3	2	42,9%	1	1	57%	3	42,86%
2	Nombre d'évaluations internes réalisées	Nbre	6	4	1	16,7%	1	1	33%	2	33,33%
3	Nombre d'évaluations externes réalisées	Nbre	3	2	1	33,3%	1	0	67%	1	33,33%

3.2 - Sous composante : Appui technique à la gestion du projet

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul realize	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé	Taux		
1	Nombre d'enquêtes SYGRI réalisées	Nbre	3	2	1	33,3%	0	-	33%	1	33,33%
2	Nombre de réunions du Comité National de Pilotage et de Suivi à Libreville organisées	Nbre	12	8	6	50,0%	2	2	67%	8	66,67%
3	Nombre de réunions du Comité de Coordination Technique Provinciale organisées	Nbre	12	8	6	50,0%	2	1	67%	7	58,33%
4	Nombre de réunions du Comité Technique d'Approbation des Microprojets de Filière organisées	Nbre	12	8	4	33,3%	3	2	58%	6	50%

Appendice 7 - Cadre logique du projet

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
1. Objectif global			
Réduire la pauvreté en milieu rural en facilitant l'accès équitable des pauvres ruraux aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs	<ul style="list-style-type: none"> – SYGRI indicateur niveau 3: Index des biens des ménages – Niveau des revenus et de sécurité alimentaire des groupes cibles (%) 	<ul style="list-style-type: none"> – Enquêtes de suivi du DSCR – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet sur évolution des revenus et la sécurité alimentaire – Étude SYGRI (référence et finale) 	Le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre une stratégie intersectorielle de développement rural
2. Objectifs spécifiques			
1. Filières porteuses accessibles aux plus pauvres sont développées dans la zone cible (manioc, banane plantain, arachide)	<ul style="list-style-type: none"> – 288 microprojets de production / commercialisation accompagnés : 103 en manioc ; 86 en banane et 99 en arachide ; – 3600 producteurs appuyés dans les filières porteuses le long de la chaîne de valeur dont 1290 en manioc ; 1080 en banane et 1230 en arachide. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet – Enquêtes statistiques de suivi des marchés et productions agricoles 	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs
2. Environnement favorable au développement des filières cibles est créé	<ul style="list-style-type: none"> – 700 groupements familiaux organisés dans les microprojets des filières cibles du projet – 3 plateformes de concertation/organisations faïtières fonctionnelles – 10 prestataires services agricoles équipés et installés – 01 Système d'information sur les prix fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale 	Le Gouvernement mobilise les financements pour le programme de réalisation d'infrastructures rurales et commerciales
Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché			
Résultat A.1 : Conditions pour améliorer production et compétitivité des produits des filières cibles sont en place	<ul style="list-style-type: none"> – 36 paysans semenciers formés/équipés pour la production de matériel végétal – Qt Matériel végétal amélioré produite et diffusée : 5,3 Millions boutures manioc ; 0,6 million plants de bananiers et 63,3 Tonnes arachide – 75% de taux de satisfaction besoins des groupements en matériel végétal (manioc et banane) 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale – Évaluation participative du niveau de satisfaction des bénéficiaires 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat A.2 : Production commercialisée des 3 filières cibles ont	<ul style="list-style-type: none"> – Au moins 1500 ha mis en production dont 880 ha de manioc, 620 ha de banane et 63 ha d'arachide 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude impact à mi-parcours et finale 	Les fonds sont mobilisés à

REPUBLIQUE GABONAISE
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Prêt FIDA N° 722-GA/Don FIDA N° 970-GA
Rapport de la mission de supervision conduite du 25 septembre au 05 octobre 2012

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
augmenté au profit des populations visées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> – Augmentation de la production : manioc frais 9240 ; manioc transformé 4400 T, banane 11 200 T ; arachide 100 T – Augmentation des rendements à l'hectare : Manioc de 10,6 à 20T/Ha ; Banane de 16 à 18T/Ha ; Arachide de 0,8 à 1,5 T/Ha – Réduction pertes post-récolte : Manioc de 20 à 10 % ; Banane de 30 à 5% ; Arachide de 10 à 5% – Pourcentage commercialisé : 70% manioc ; 70% banane ; 60% arachide 	<ul style="list-style-type: none"> – Enquête spécifique au niveau des exploitations (production, rendement, superficies, pertes) 	temps
Résultat A.3 : Conditions de commercialisation des produits des filières cibles sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> – 1 étude de marché réalisée documentant les conditions d'accès au marché. – Mécanismes d'information des producteurs sur les prix opérationnel à travers les émissions hebdomadaires radio en langue locale – 33 centres groupages fonctionnels – 800 producteurs formés en gestion commerciale – Au moins 25 ateliers départementaux de concertation des acteurs organisés – Au moins 240 accords commerciaux concrétisés 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi-évaluation – Enquêtes spécifiques 	Les fonds sont mobilisés à temps
Composante B: Renforcement des capacités des Acteurs			
Résultat B.1 : Capacités des organisations de producteurs sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 700 groupements producteurs engagés dans les microprojets de filières, gérant les fonctions techniques et économiques le long de la chaîne de valeur (au moins 50% femmes et 30% de jeunes) – 1400 paysans relais formés (2 par groupement dont 50% de femmes au moins) 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat B.2 : Capacités des opérateurs privés et des micro-entreprises intervenant en aval et en amont des filières sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 60 opérateurs formés en gestion d'entreprises – 10 prestataires services agricoles équipés et installés 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat B.3 : Capacités des opérateurs d'appui conseil sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 1 Centre d'appui rural opérationnel dans la zone d'intervention – 15 techniciens d'animations et 15 responsables des services provinciaux/secteur privé formés en animation rurale/ encadrement des producteurs – 5 Agents du service provincial des statistiques agricoles formés/équipés pour suivi des productions et marchés 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation – Rapports d'activités du Centre Rural – Enquêtes statistiques sur les prix et productions (référence, mi-parcours, final) 	Les fonds sont mobilisés à temps